

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 999

[C — 2006/27042]

**9 FEVRIER 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, modifiée par les lois du 21 décembre 1998 et du 5 février 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de 4 mars 2004 relatif à la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres;

Vu la Directive 2002/57/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres;

Vu la Directive 2004/117/CE du Conseil du 22 décembre 2004 modifiant les Directives 66/401/CEE, 66/402/CEE, 2002/54/CE, 2002/55/CE et 2002/57/CE en ce qui concerne les examens réalisés sous contrôle officiel et l'équivalence des semences produites dans les pays tiers;

Considérant l'arrêté royal 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes;

Considérant la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles;

Considérant la Décision 2004/842/CE de la Commission du 1^{er} décembre 2004 relative aux modalités d'exécution selon lesquelles les Etats membres peuvent autoriser la commercialisation de semences appartenant à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes a été déposée;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 16 janvier 2006;

Vu les lois sur le Conseil d'état, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de transposer sans retard la Directive 2004/117/CE précitée dont le délai de transposition est fixé au 1^{er} octobre 2005;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er} — Définition et champ d'application

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° commercialisation : la vente, la détention en vue de la vente, l'offre de vente et toute cession, toute fourniture ou tout transfert en vue d'une exploitation commerciale, de semences à des tiers, que ce soit contre rémunération ou non.

Ne relèvent pas de la commercialisation, les échanges de semences qui ne visent pas une exploitation commerciale de la variété, telles que les opérations suivantes :

a) la fourniture de semences à des organismes officiels d'expérimentation et d'inspection;

b) la fourniture de semences à des prestataires de services, en vue de la préparation ou du conditionnement, pour autant que le prestataire de services n'acquière pas un titre sur la semence ainsi fournie.

La fourniture de semences, sous certaines conditions, à des prestataires de services, en vue de la production de certaines matières premières agricoles, destinées à un usage industriel, ou de la propagation de semences à cet effet, ne relève pas de la commercialisation, pour autant que le prestataire de services n'acquière un titre ni sur la semence ainsi fournie, ni sur le produit de la récolte. Le fournisseur de semences fournira au Service une copie des parties correspondantes du contrat conclu avec le prestataire de services et ce contrat devra comporter les normes et conditions actuellement remplies par la semence fournie.

Les modalités d'application des présentes dispositions sont fixées par le Ministre conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne;

2° plantes oléagineuses et à fibres : les plantes des genres et espèces suivants :

a) *Arachis hypogaea* L., arachide;

b) *Brassica juncea* (L.) et Czernj. et Cosson, moutarde brune;

c) *Brassica napus* L. (partim), colza;

d) *Brassica nigra* (L.) Koch, moutarde noire;

e) *Brassica rapa* L. var. *silvestris* (Lam.) Briggs, navette;

f) *Cannabis sativa* L., chanvre;

g) *Carthamus tinctorius* L., carthame;

h) *Carum carvi* L., cumin;

i) *Glycine max* (L.) Merr., soja;

j) *Gossypium* spp., coton;

k) *Helianthus annuus* L., tournesol;

l) *Linum usitatissimum* L., lin textile, lin oléagineux;

m) *Papaver somniferum* L., oeillette;

n) *Sinapis alba* L., moutarde blanche;

3° semences de prébase : les semences de sélection de générations antérieures aux semences de base, qui ont été produites sous la responsabilité de l'obtenteur selon les règles de sélection conservatrice en ce qui concerne la variété, qui ont été contrôlées et approuvées officiellement par un service compétent pour la certification, conformément aux dispositions applicables à la certification de semences de base;

4° semences de base (variétés autres qu'hybrides) : les semences,

a) qui ont été produites sous la responsabilité de l'obtenteur selon les règles de sélection conservatrice en ce qui concerne la variété, le cas échéant à partir de semences de prébase;

b) qui sont prévues pour la production de semences, soit de la catégorie « semences certifiées », soit des catégories « semences certifiées de la première reproduction » ou « semences certifiées de la deuxième reproduction » ou le cas échéant, « semences certifiées de la troisième reproduction »;

c) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 5, aux conditions prévues aux annexes I^{re} et II du présent arrêté pour les semences de base, et

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe II, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions figurant aux points a), b) et c) ont été respectées.

Pour les semences de lin la production de semences de base peut se faire en un ou deux cycles de multiplication. Dans ce cas, la catégorie semences de base est subdivisée en semences de base E2 pour la première génération provenant de semences de prébase, et semences de base E3 pour la deuxième génération après les semences de prébase;

5° semences de base (hybrides) :

1. semences de base de lignées inbred : les semences,

a) qui, sous réserve des conditions de l'article 5, répondent aux conditions fixées aux annexes I^{re} et II pour les semences de base, et

b) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe II, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées au point a) ont été respectées;

2. semences de base d'hybrides simples : les semences,

a) destinées à la production d'hybrides trois voies ou d'hybrides doubles;

b) qui, sous réserve des conditions de l'article 5, répondent aux conditions fixées aux annexes I^{re} et II pour les semences de base, et

c) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe II, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a) et b) ont été respectées;

6° semences certifiées (navette, moutarde brune, colza, moutarde noire, chanvre dioïque, carthame, cumin, tournesol, oeillette, moutarde blanche) : les semences :

a) qui proviennent directement de semences de base ou, à la demande de l'obtenteur, de semences de prébase;

b) qui sont prévues pour une production autre que celle de semences de plantes oléagineuses et à fibres;

c) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 5, § 2, aux conditions fixées aux annexes I^{re} et II pour les semences certifiées, et

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), b) et c) ont été respectées;

7° semences certifiées de la première reproduction (arachide, chanvre monoïque, lin textile, lin oléagineux, soja, coton) : les semences :

a) qui proviennent directement de semences de base ou, à la demande de l'obtenteur, de semences de prébase;

b) qui sont prévues soit pour la production de semences de la catégorie « semences certifiées de la deuxième reproduction », ou le cas échéant, de la catégorie « semences certifiées de la troisième reproduction », soit pour une production autre que celle de semences de plantes oléagineuses et à fibres;

c) qui répondent aux conditions fixées aux annexes I^{re} et II pour les semences certifiées et

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), b) et c) ont été respectées;

8° semences certifiées de la deuxième reproduction (arachide, lin textile, lin oléagineux, soja, coton) : les semences :

a) qui proviennent directement de semences de base, de semences certifiées de la première reproduction ou, à la demande de l'obtenteur, de semences de prébase;

b) qui sont prévues pour une production autre que celle de semences de plantes oléagineuses et à fibres, ou, le cas échéant, pour la production de la catégorie « semences certifiées de la troisième reproduction »;

c) qui répondent aux conditions fixées aux annexes I^{re} et II pour les semences certifiées, et

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), b) et c) ont été respectées;

9° semences certifiées de la deuxième reproduction (chanvre monoïque) : les semences,

- a) qui proviennent directement de semences certifiées de la première reproduction et qui ont été établies et officiellement contrôlées spécialement en vue de la production de semences certifiées de la deuxième reproduction;
- b) qui sont prévues pour la production de chanvre destiné à être récolté au stade de la floraison;
- c) qui répondent aux conditions fixées aux annexes I^{re} et II pour les semences certifiées, et
- d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), b) et c) ont été respectées;

10° semences certifiées de la troisième reproduction (lin textile, lin oléagineux) : les semences :

- a) qui proviennent directement de semences de base, de semences certifiées de la première ou de la deuxième reproduction ou, à la demande de l'obteneur, de semences de prébase;
- b) qui sont prévues pour une production autre que celle de semences de plantes oléagineuses et à fibres;
- c) qui répondent aux conditions fixées aux annexes I^{re} et II pour les semences certifiées, et
- d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), b) et c) ont été respectées;

11° semences commerciales : les semences :

- a) qui possèdent l'identité de l'espèce;
- b) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 5, § 2, aux conditions fixées à l'annexe II pour les semences commerciales, et
- c) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a) et b) ont été respectées;

12° association variétale : toute association, notifiée à l'organisme de certification, de semences certifiées d'un hybride dépendant d'un pollinisateur spécifié, officiellement admis conformément à la Directive 2002/53/CE, avec des semences certifiées d'un ou de plusieurs pollinisateurs spécifiés, également admis, et combinée mécaniquement dans des proportions fixées conjointement par les personnes responsables de la sélection conservatrice de ces composants;

13° hybride dépendant d'un pollinisateur : le composant mâle stérile de l'« association variétale » (composant femelle);

14° pollinisateur(s) : le composant pollinisant de l'« association variétale » (composant mâle);

15° dispositions officielles : les dispositions qui émanent ou sont prises :

- a) par les autorités d'un Etat ou,
- b) par des personnes morales de droit public ou privé agissant sous la responsabilité d'un Etat ou,
- c) pour des activités auxiliaires, par des personnes physiques assermentées agissant sous contrôle d'un Etat, à condition que les personnes mentionnées sous b) et c), ne recueillent pas un profit particulier des résultats de ces dispositions;

16° pays tiers : pays non membre de l'Union européenne;

17° catalogue commun : le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles établi par la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles;

18° catalogues nationaux : les catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes établis l'arrêté royal 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes;

19° Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

20° Service : la Direction de la Qualité des Produits de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne, qui est l'autorité responsable pour la certification.

§ 2. Conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne, le Ministre peut apporter des modifications à la liste des espèces figurant au § 1^{er}, 2°.

§ 3. Conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne, le Ministre peut spécifier et déterminer quels types de variétés, y compris les composants, sont pris en considération pour le contrôle aux conditions du présent arrêté.

§ 4. Conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne, le Ministre peut apporter des modifications au § 1^{er}, sous 4° et 5°, dans le but d'inclure dans le champ d'application de cet arrêté les hybrides de plantes oléagineuses et à fibres autres que le tournesol.

Art. 2. Le présent arrêté concerne la production en vue de la commercialisation ainsi que la commercialisation à l'intérieur de l'Union européenne de semences de plantes oléagineuses et de plantes à fibres destinées à la production agricole à l'exclusion des usages ornementaux. Il ne s'applique pas aux semences de plantes oléagineuses et à fibres dont il est prouvé qu'elles sont destinées à l'exportation vers des pays tiers si elles sont identifiées comme telles et pour autant que la destination puisse être prouvée.

Le présent arrêté est pris sans préjudice des compétences fédérales en matière phytosanitaire et, notamment, des dispositions de l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux.

CHAPITRE II — *La certification et la commercialisation*

Art. 3. § 1^{er}. Les semences des espèces suivantes ne peuvent être commercialisées que si elles ont été officiellement certifiées « semences de prébase », « semences de base » ou « semences certifiées » :

- 1° *Brassica napus* L. (partim), colza;
- 2° *Brassica rapa* L. var. *silvestris* (Lam.) Briggs, navette;
- 3° *Cannabis sativa* L., chanvre;
- 4° *Carthamus tinctorius* L., carthame;
- 5° *Carum carvi* L., cumin;
- 6° *Gossypium* spp., coton;
- 7° *Helianthus annuus* L., tournesol;
- 8° *Linum usitatissimum* L. (partim), lin oléagineux ou lin textile.

§ 2. Les semences d'espèces de plantes oléagineuses et à fibres autres que celles énumérées au § 1^{er} ne peuvent être commercialisées que s'il s'agit soit de semences qui ont été officiellement certifiées « semences de prébase », « semences de base » ou « semences certifiées », soit de semences commerciales.

§ 3. Les semences des plantes oléagineuses et à fibres ne peuvent être commercialisées que si elles appartiennent à une variété inscrite au catalogue commun ou aux catalogues nationaux.

§ 4. La commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres sous forme d'association variétale est autorisée. L'enrobage des hybrides dépendant d'un pollinisateur spécifié doit être d'une autre couleur que celle du pollinisateur.

Art. 4. Par dérogation à l'article 3, la commercialisation des semences brutes en vue de leur préparation et de leur conditionnement est autorisée, pour autant que leur identité soit garantie.

Art. 5. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 3, les semences de prébase et les semences de base ne répondant pas aux conditions prévues à l'annexe II en ce qui concerne la faculté germinative, peuvent être certifiées officiellement et commercialisées à condition que le fournisseur garantisse une faculté germinative déterminée qu'il indique, pour la commercialisation, sur une étiquette spéciale portant ses nom et adresse et le numéro de référence du lot.

§ 2. Dans l'intérêt d'un approvisionnement rapide en semences et par dérogation à l'article 3 les semences des catégories «semences de base», «semences certifiées» de toute nature ou «semences commerciales» pour lesquelles ne serait pas terminé l'examen officiel destiné à contrôler le respect des conditions fixées à l'annexe II en ce qui concerne la faculté germinative peuvent être certifiées officiellement ou admises officiellement, et commercialisées jusqu'au premier destinataire commercial. La certification ou l'admission n'est accordée que sur présentation d'un rapport d'analyse provisoire des semences et à condition que soient indiqués les nom et adresse du premier destinataire. Le fournisseur doit garantir la faculté germinative constatée lors de l'analyse provisoire. L'indication de cette faculté germinative doit figurer, pour la commercialisation, sur une étiquette spéciale portant les nom et adresse du fournisseur et le numéro de référence du lot.

§ 3. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux semences importées des pays tiers, sauf les cas prévus à l'article 15 concernant la multiplication hors Union européenne.

Art. 6. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 3, les producteurs établis sur le territoire wallon sont autorisés à commercialiser de petites quantités de semences, à des fins scientifiques ou pour des travaux de sélection.

§ 2. Par dérogation à l'article 3, le Service peut autoriser les producteurs établis sur le territoire wallon à commercialiser des quantités appropriées de semences destinées à d'autres fins, essai ou expérimentation, dans la mesure où elles appartiennent à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription aux catalogues nationaux des variétés a été déposée. A cette fin, s'appliquent les dispositions de la Décision 2004/842/CE de la Commission du 1^{er} décembre 2004 relative aux modalités d'exécution selon lesquelles les Etats membres peuvent autoriser la commercialisation de semences appartenant à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes a été déposée.

§ 3. Dans le cas du matériel génétiquement modifié, les semences mentionnées au §§ 1^{er} et 2 ne peuvent être commercialisées que conformément à la législation régissant la dissémination et la mise sur le marché des organismes génétiquement modifiés.

Art. 7. Le Ministre peut, pour des motifs économiques fondés, en ce qui concerne la production indigène, fixer, pour la certification des semences de prébase, des semences de base et des semences certifiées, ainsi que pour l'admission des semences commerciales, des conditions plus strictes que celles prévues aux annexes I^{re} et II.

Art. 8. La description éventuellement requise pour la certification, des composants généalogiques est, à la demande de l'obteneur, tenue confidentielle.

Art. 9. § 1^{er}. Les semences de prébase, les semences de base, les semences certifiées et les semences commerciales ne peuvent être commercialisées qu'en lots suffisamment homogènes et dans des emballages fermés, munis conformément aux dispositions des articles 10, 11 et 12, d'un système de fermeture et d'un étiquetage.

§ 2. Le Ministre peut prévoir, pour la commercialisation de petites quantités au dernier utilisateur, des dérogations aux dispositions du § 1^{er} en ce qui concerne l'emballage, le système de fermeture ainsi que l'étiquetage.

Art. 10. § 1^{er}. Les emballages de semences de prébase, de semences de base, de semences certifiées et de semences commerciales sont fermés officiellement ou sous contrôle officiel de façon à ce qu'ils ne puissent être ouverts sans que le système de fermeture ne soit détérioré ou sans que l'étiquette officielle prévue aux articles 11 et 12, ni l'emballage ne montrent des traces de manipulation.

Afin d'assurer la fermeture, le système de fermeture comporte au moins soit l'incorporation dans celui-ci de l'étiquette officielle, soit l'apposition d'un scellé officiel.

Toutefois ces mesures ne sont pas indispensables dans le cas d'un système de fermeture non réutilisable

§ 2. Il ne peut être procédé à une ou plusieurs nouvelles fermetures qu'officiellement ou sous contrôle officiel. Dans ce cas, il est également fait mention, sur l'étiquette prévue aux articles 11 et 12, de la dernière fermeture, de sa date et du service qui l'a effectuée.

§ 3. Le Ministre peut prévoir des dérogations aux dispositions du § 1^{er} pour les petits emballages fermés sur le territoire wallon, conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne.

Art. 11. Les emballages de semences de base, de semences certifiées et de semences commerciales :

1° sont pourvus, à l'extérieur, d'une étiquette officielle qui n'a pas encore été utilisée, qui est conforme aux conditions fixées à l'annexe IV et dont les indications sont rédigées dans une des langues officielles de l'Union européenne.

La couleur de l'étiquette est blanche pour les semences de base, bleue pour les semences certifiées de la première reproduction à partir de semences de base, rouge pour les semences certifiées des reproductions suivantes à partir de semences de base et brune pour les semences commerciales. Dans le cas de semences certifiées d'association variétale, l'étiquette est bleue, barrée d'une ligne verte en diagonale. Lorsque l'étiquette est pourvue d'un oeillet, sa fixation est assurée dans tous les cas par un scellé officiel. Si, dans le cas prévu à l'article 5, § 1^{er}, les semences de base ne répondent pas aux conditions fixées à l'annexe II quant à la faculté germinative, il en est fait mention sur l'étiquette. L'emploi d'étiquettes officielles adhésives est autorisé.

Les indications prescrites peuvent, sous contrôle officiel, être apposée sur l'emballage aux conditions fixées par la Décision 97/125/CE de la Commission du 24 janvier 1997 autorisant l'apposition des indications prescrites sur les emballages des semences de plantes oléagineuses et à fibres et portant modification de la Décision 87/309/CEE autorisant l'apposition des indications prescrites sur les emballages de certaines espèces de plantes fourragères;

2° contiennent une notice officielle de la couleur de l'étiquette et reproduisant au moins les indications fixées pour l'étiquette à l'annexe IV, partie A, au point a), points 4, 5 et 6, et pour les semences commerciales au point c), points 2, 5 et 6. La notice est constituée de telle façon qu'elle ne puisse pas être confondue avec l'étiquette visée au point 1°.

La notice n'est pas indispensable lorsque les indications sont apposées de manière indélébile sur l'emballage ou lorsque, conformément aux dispositions du point 1°, une étiquette adhésive ou faite dans un matériau indéchirable est utilisée.

Art. 12. Les emballages de semences de prébase sont munis à l'extérieur d'une étiquette officielle conforme aux conditions fixées à l'annexe IV partie A rédigée dans une des langues officielles de l'Union européenne. Cette étiquette mentionne en outre le nombre de générations précédant les semences des catégories « semences certifiées » ou « semences certifiées de la première reproduction ».

L'étiquette est de couleur blanche et barrée en diagonale d'un trait violet. Si, dans le cas prévu à l'article 5, § 1^{er}, les semences de prébase ne répondent pas aux conditions de l'annexe II quant à la faculté germinative fixée pour les semences de base, il en est fait mention sur l'étiquette.

Art. 13. Dans le cas de semences d'une variété qui a été génétiquement modifiée, toute étiquette apposée sur le lot de semences ou tout document qui l'accompagne, en vertu des dispositions de cet arrêté, officiel ou non, indique clairement que la variété a été génétiquement modifiée, sans préjudice des dispositions du Règlement (CE) n° 1830/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003, concernant la traçabilité et l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés et la traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'organismes génétiquement modifiés, et modifiant la Directive 2001/18/CE.

Art. 14. Tout traitement chimique des semences de prébase, des semences de base, ou des semences certifiées doit être mentionné soit sur l'étiquette officielle, soit sur une étiquette du fournisseur, ainsi que sur l'emballage ou à l'intérieur de celui-ci. En outre, le nom de chaque matière active présente dans le(s) produit(s) utilisé(s) sera mentionné sur une étiquette complémentaire apposée par le fournisseur.

Il est interdit de commercialiser des semences qui sont traitées chimiquement avec un produit qui n'a pas été agréé à cette fin, conformément à l'arrêté royal du 28 février 1994, relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole. Pour des semences qui sont importées déjà traitées chimiquement, il suffit cependant que les principes actifs aient été autorisés conformément à la réglementation précitée.

Art. 15. § 1^{er}. Les semences de plantes oléagineuses et à fibres :

1° provenant directement de semences de base ou de semences certifiées de la première reproduction, officiellement certifiées soit dans un ou plusieurs Etats membres, soit dans un pays tiers auquel l'équivalence a été accordée conformément à l'article 16, ou provenant directement du croisement de semences de base officiellement certifiées dans un Etat membre avec des semences de base officiellement certifiées dans un de ces pays tiers et,

2° récoltées dans un autre Etat membre, sont, sur demande et sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces agricoles et de légumes, officiellement approuvées comme semences certifiées si ces semences ont été soumises à une inspection sur pied satisfaisant aux conditions fixées à l'annexe I^{er} pour la catégorie concernée et s'il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions fixées à l'annexe II pour la même catégorie ont été respectées.

Lorsque, dans ces cas, les semences ont été produites directement à partir de semences officiellement certifiées de reproductions antérieures aux semences de base, elles peuvent être certifiées officiellement comme semences de base si les conditions prévues pour cette catégorie ont été respectées.

§ 2. Les semences de plantes oléagineuses et de plantes à fibres, qui ont été récoltées dans l'Union européenne et sont destinées à être certifiées conformément aux dispositions du § 1^{er} doivent :

1° être emballées et étiquetées à l'aide d'une étiquette officielle remplissant les conditions fixées à l'annexe V, points A et B, conformément aux dispositions de l'article 10, § 1^{er} et,

2° être accompagnées d'un document officiel remplissant les conditions fixées à l'annexe V, point C.

§ 3. Les semences de plantes oléagineuses et à fibres récoltées dans un pays tiers sont, sur demande, officiellement certifiées comme semences certifiées si:

1° elles ont été produites directement à partir:

a) de semences de base ou de semences certifiées officiellement de la première multiplication soit dans un ou plusieurs Etats membres, soit dans un pays tiers auquel l'équivalence a été accordée conformément à l'article 16, ou

b) de croisements de semences de base officiellement certifiées dans un Etat membre avec des semences de base officiellement certifiées dans un pays tiers visé au point a);

2° elles ont été soumises à une inspection sur pied satisfaisant aux conditions prévues dans une décision d'équivalence prise par le Conseil de l'Union européenne conformément aux dispositions de la Directive 2002/57/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres;

3° il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions fixées à l'annexe II pour la même catégorie ont été respectées.

Art. 16. § 1^{er}. Les semences de plantes oléagineuses et à fibres autres que des semences de prébase qui sont récoltées dans un pays tiers ne peuvent être commercialisées que si le Conseil de l'Union européenne a constaté au préalable que les semences de plantes oléagineuses et à fibres récoltées dans ce pays offrent les mêmes garanties quant à leurs caractéristiques et quant aux dispositions prises pour leur examen, pour assurer leur identité, pour leur marquage et pour leur contrôle, et sont à cet égard équivalentes aux semences récoltées dans l'Union européenne et conformes aux dispositions de la Directive 2002/57/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres.

§ 2. Les dispositions du § 1^{er} sont également applicables :

1° aux semences de prébase, étant entendu que ces semences ne peuvent être commercialisées que si l'équivalence a été constatée pour les semences de base;

2° aux semences récoltées dans tout nouvel Etat membre, pour la période allant de son adhésion jusqu'à la date à laquelle il doit se conformer aux dispositions de la Directive 2002/57/CE précitée.

Art. 17. § 1^{er}. Pour surmonter toute difficulté temporaire d'approvisionnement général en semences de base ou en semences certifiées dans l'Union européenne ne pouvant être résolue autrement, le Service peut, moyennant autorisation de la Commission européenne selon la procédure établie par la Directive 2002/57/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres, autoriser la commercialisation de semences d'une catégorie soumise à des exigences moins strictes ou des semences appartenant à des variétés ne figurant ni au catalogue commun ni aux catalogues nationaux. Cette autorisation porte sur une période déterminée et concerne les quantités de semences requises pour résoudre les difficultés d'approvisionnement.

§ 2. Pour une catégorie de semences d'une variété déterminée, l'étiquette officielle est celle prévue pour la catégorie correspondante. Pour les semences de variétés ne figurant pas aux catalogues mentionnés ci-dessus, l'étiquette officielle est celle prévue pour les semences commerciales.

L'étiquette indique dans tous les cas que les semences en cause sont d'une catégorie satisfaisant des exigences moins strictes.

Art. 18. Le Ministre peut compléter et modifier les annexes au présent arrêté, en raison de l'évolution des connaissances scientifiques ou techniques, conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne.

CHAPITRE III — *Le contrôle*

Art. 19. Le Service est chargé de l'exécution du contrôle sur la production de semences indigènes.

Ce contrôle comprend notamment :

1° l'examen de la recevabilité des demandes de contrôle pour les cultures destinées à la production des semences;

2° le contrôle des cultures sur pied;

3° le contrôle des produits récoltés pendant le transport, la réception, l'entreposage, la préparation et le conditionnement;

4° l'examen en laboratoires;

5° le contrôle sur l'exécution des fermetures officielles et sur l'addition des étiquettes et certificats officiels, prescrits par les articles 9, 10, 11, 12;

6° le contrôle des inspections sur pieds, des prélèvements d'échantillons et des examens en laboratoires effectués sous contrôle officiel mentionnés à l'article 20, §§ 1^{er}, 2 et 3.

Le contrôle n'implique pour le Service aucune responsabilité spécifique pouvant donner lieu à des dommages-intérêts.

Art. 20. § 1^{er}. Lorsque les examens sous contrôle officiel visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 4°, d, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 5°, 1, b, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 5°, 2, c, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 6°, d, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 7°, d, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 8°, d, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 9°, d, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 10°, d et § 1^{er}, 11°, c, sont effectués, les conditions suivantes sont respectées pour les inspections sur pied :

1° les inspecteurs :

a) possèdent les qualifications techniques nécessaires;

b) ne tirent aucun profit personnel de la pratique des inspections;

c) sont officiellement agréés par le Service. Cet agrément comporte la signature d'un engagement écrit de se conformer aux règles régissant les examens officiels;

d) effectuent les inspections sous contrôle officiel conformément aux règles applicables aux inspections officielles;

2° la culture de semences à inspecter est réalisée à partir de semences qui ont subi un contrôle officiel a posteriori, dont les résultats ont été satisfaisants;

3° une proportion des cultures de semences fait l'objet d'une inspection par des inspecteurs officiels. Cette proportion est d'au moins 5%;

4° une partie des échantillons des lots de semences récoltés à partir des cultures de semences est prélevée pour contrôle officiel a posteriori et, le cas échéant, pour contrôle officiel en laboratoire de l'identité et de la pureté variétales;

5° le Service fixe les sanctions applicables lorsqu'un inspecteur officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels. Ces sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives. Elles peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au 1°, c.

Dans ce cas, toute certification des cultures examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

§ 2. Au cours de la procédure de contrôle des variétés, de l'examen des semences pour la certification et de l'examen des semences commerciales visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 4°, d, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 5°, 1, b, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 5°, 2, c, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 6°, d, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 7°, d, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 8°, d, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 9°, d, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 10°, d et § 1^{er}, 11°, c, les échantillons sont prélevés officiellement ou sous contrôle officiel. Le prélèvement d'échantillons aux fins des contrôles en application de l'article 22 est effectué officiellement. Les échantillons sont prélevés sur des lots homogènes selon les méthodes internationales en usage ou, à défaut, selon les méthodes fixées par le Ministre; le poids maximal d'un lot et le poids minimal d'un échantillon sont indiqués à l'annexe III. Pour l'application des dispositions du présent article, on entend par un lot homogène, une quantité de semences constituant une unité et ayant des caractéristiques présumées uniformes.

Lorsque le prélèvement de semences est effectué sous contrôle officiel, les conditions suivantes sont respectées:

1° l'échantillonnage des semences est effectué par des échantillonneurs agréés par le Service dans les conditions prévues aux 2° et 3°;

2° les échantillonneurs ont la qualification technique nécessaire, obtenue dans le cadre de cours de formation organisés dans les conditions applicables aux échantillonneurs officiels de semences et sanctionnés par des examens officiels;

3° les échantillonneurs de semences sont :

a) des personnes physiques indépendantes ou

b) des personnes employées par des personnes physiques ou morales dont les activités n'impliquent pas la production de semences, la culture de semences, le traitement de semences ou la commercialisation de semences ou

c) des personnes employées par des personnes physiques ou morales dont les activités impliquent la production de semences, la culture de semences, le traitement de semences, ou la commercialisation de semences. Dans ce cas, un échantillonneur ne peut prélever des échantillons que sur des lots de semences produits au nom de son employeur, sauf dispositions contraires convenues entre son employeur, le demandeur d'une certification et le Service;

4° le travail des échantillonneurs de semences est soumis à un contrôle approprié exercé par le Service. En cas d'échantillonnage automatique, des procédures appropriées doivent être respectées et faire l'objet d'un contrôle officiel;

5° aux fins du contrôle visé au 4°, une proportion des lots de semences présentés en vue de la certification officielle fait l'objet d'un essai de contrôle par des échantillonneurs de semences officiels. Cette proportion est, par principe, répartie aussi régulièrement que possible entre les personnes physiques et morales qui présentent des semences à la certification et entre les espèces présentées, mais peut aussi viser à éliminer certains doutes. Cette proportion est de 5 % au moins. Ces essais de contrôle ne s'appliquent pas à l'échantillonnage automatique. Le Service compare les échantillons de semences prélevés officiellement avec ceux du même lot de semences prélevé sous contrôle officiel;

6° le Service fixe les sanctions applicables lorsqu'un échantillonneur de semences officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels. Ces sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives. Elles peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au 1°. Dans ce cas, toute certification des semences échantillonnées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

§ 3. Les examens officiels ou sous contrôle officiel visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 4°, d, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 5°, 1, b, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 5°, 2, c, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 6°, d, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 7°, d, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 8°, d, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 9°, d, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 10°, d et § 1^{er}, 11°, c, qui concernent les semences sont effectués selon les méthodes internationales en usage ou, à défaut, selon les méthodes fixées par le Ministre. Les examens des semences sous contrôle officiel répondent aux conditions suivantes :

1° ils sont effectués dans les conditions prévues aux 2°, 3° et 4°, par des laboratoires d'essai de semences qui ont été agréés à cet effet par le Service;

2° le laboratoire chargé des examens de semences dispose d'un analyste de semences en chef assumant la responsabilité directe des opérations techniques du laboratoire et possédant les qualifications requises pour la gestion technique d'un laboratoire d'examen de semences. Les analystes de semences du laboratoire ont la qualification technique nécessaire, obtenue dans le cadre de cours de formation organisés dans les conditions applicables aux analystes officiels de semences et sanctionnée par des examens officiels. Le laboratoire est installé dans des locaux et doté d'un équipement officiellement considérés par le Service comme satisfaisants aux fins de l'examen des semences, dans le champ d'application de l'autorisation;

3° le laboratoire chargé des examens de semences est un laboratoire indépendant ou un laboratoire appartenant à une entreprise semencière. Si le laboratoire appartient à une entreprise semencière, il ne peut effectuer des essais de semences que sur des lots de semences produits au nom de l'entreprise semencière à laquelle il appartient, sauf dispositions contraires convenues entre l'entreprise semencière à laquelle il appartient, le demandeur de la certification et le Service;

4° les activités d'examen des semences du laboratoire sont soumises à un contrôle du Service;

5° aux fins du contrôle visé au 4°, une proportion déterminée des lots de semences présentés en vue de la certification officielle fait l'objet d'un examen de contrôle sous forme d'un examen officiel des semences. Cette proportion est, par principe, répartie aussi régulièrement que possible entre les personnes physiques et morales qui présentent des semences à la certification, et entre les espèces présentées, mais peut aussi viser à éliminer certains doutes. Cette proportion est de 5 % au moins;

6° le Service fixe les sanctions applicables lorsqu'un laboratoire d'examen de semences officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels. Ces sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives. Elles peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au 1°. Dans ce cas, toute certification des semences examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

Art. 21. § 1^{er}. Le Ministre établit dans un règlement de contrôle :

1° les procédures et définitions concernant les contrôles visés à l'article 19;

2° les conditions auxquelles les personnes physiques ou morales doivent satisfaire pour être habilitées à introduire une demande de contrôle pour des cultures destinées à la production des semences et à soumettre les produits récoltés aux contrôles visés à l'article 19.

§ 2. Le Service précise les modalités pratiques des contrôles visés à l'article 19, en application des procédures établies par le Ministre.

Art. 22. § 1^{er}. Au cours de la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et de plantes à fibres, des contrôles officiels sont effectués par sondage pour vérifier la conformité de ces semences aux conditions du présent arrêté.

§ 2. Sans préjudice de la libre circulation des semences à l'intérieur de l'Union européenne, les indications suivantes sont fournies au Service lors de la commercialisation, en quantités supérieures à 2 kg, de semences importées de pays tiers :

1° espèce;

2° variété;

3° catégorie;

4° pays de production et service de contrôle officiel;

5° pays d'expédition;

6° importateur;

7° quantité de semences.

Art. 23. § 1^{er}. Pour tenir compte de l'évolution de la situation dans les domaines suivants, et selon les décisions des institutions de l'Union européenne, le Ministre peut fixer les conditions particulières :

1° dans lesquelles les semences traitées chimiquement peuvent être commercialisées;

2° dans lesquelles les semences peuvent être commercialisées en ce qui concerne la conservation in situ et l'utilisation durable des ressources génétiques des plantes, y compris les mélanges de semences d'espèces qui contiennent aussi des espèces énumérées à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 8 juillet 2001, relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes, qui sont associées à des habitats naturels et semi-naturels spécifiques et sont menacées d'érosion génétique;

3° dans lesquelles les semences adaptées à la culture biologique peuvent être commercialisées.

§ 2. Les conditions visées au § 1^{er} comprennent notamment les points suivants :

1° dans le § 1^{er}, point 2°, les semences de ces espèces sont d'une provenance connue et approuvée par le Ministre;

2° dans le § 1^{er}, point 2°, des restrictions quantitatives appropriées.

Art. 24. Les factures, contrats, catalogues, circulaires, offres de vente et autres documents analogues doivent, selon le cas, porter les indications prescrites à l'annexe IV, A, a), 5, 6, 7 et 10, ou c), 2, 6, 7 et 9.

Art. 25. Les préparateurs, importateurs et vendeurs doivent conserver la facture d'achat, une copie de la facture de vente et les documents de transport pendant trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'année suivant la date du document, afin de pouvoir les soumettre, à leur demande et sans déplacement, aux agents chargés de contrôler l'application du présent arrêté.

Art. 26. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage. Sont également d'application les dispositions de l'arrêté royal du 7 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 10 de la dite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 27. Le délai pendant lequel les agents de l'autorité visée à l'article 6 de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, peuvent en vertu de l'article 13 de cette loi, par mesure administrative, saisir provisoirement les produits réglementés par le présent arrêté, est fixé à trois mois.

CHAPITRE IV — Dispositions finales

Art. 28. L'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 2004 relatif à la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres est abrogé.

Art. 29. L'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 relatif au règlement de contrôle et de certification des semences de plantes oléagineuses et à fibres, reste d'application jusqu'à ce qu'il soit explicitement remplacé.

Art. 30. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 31. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE I^{re}

CONDITIONS AUXQUELLES DOIT SATISFAIRE LA CULTURE

1. Les précédents culturaux du champ de production n'ont pas été incompatibles avec la production de semences de l'espèce et de la variété de la culture et le champ de production est suffisamment exempt de telles plantes issues des cultures précédentes.

Dans le cas d'hybrides de colza, la culture doit être implantée dans un champ de production sur lequel aucune plante crucifère n'a été cultivée au cours des cinq dernières années.

2. La culture répond aux normes suivantes en ce qui concerne les distances par rapport à des sources voisines de pollen qui peuvent provoquer une pollinisation étrangère indésirable :

Culture	Distances minimales (en m)
1	2
<i>Brassica</i> spp. autre que <i>Brassica napus</i> ; <i>Cannabis sativa</i> autre que le chanvre monoïque; <i>Carthamus tinctorius</i> ; <i>Carum carvi</i> ; <i>Gossypium</i> spp. Autre que les hybrides de <i>Gossypium hirsutum</i> et/ou <i>Gossypium barbadense</i> ; <i>Sinapis alba</i> :	
- pour la production de semences de base	400
- pour la production de semences certifiées	200
<i>Brassica napus</i> :	
- pour la production de semences de base de variétés autres qu'hybrides	200
- pour la production de semences de base d'hybrides	500
- pour la production de semences certifiées de variétés autres qu'hybrides	100
- pour la production de semences certifiées d'hybrides	300
<i>Cannabis sativa</i> , chanvre monoïque :	
- pour la production de semences de base	5000
- pour la production de semences certifiées	1000
<i>Helianthus annuus</i> :	
- pour la production de semences de base d'hybrides	1500
- pour la production de semences de base de variétés autres qu'hybrides	750
- pour la production de semences certifiées	500
<i>Gossypium hirsutum</i> et/ou <i>Gossypium barbadense</i> :	
- pour la production de semences de base de lignées parentales de <i>Gossypium hirsutum</i>	600
- pour la production de semences de base de lignées parentales de <i>Gossypium barbadense</i>	800
- pour la production de semences certifiées d'hybrides intraspécifiques de <i>Gossypium hirsutum</i>	200
- pour la production de semences certifiées d'hybrides intraspécifiques de <i>Gossypium barbadense</i>	600
- pour la production de semences certifiées d'hybrides interspécifiques de <i>Gossypium hirsutum</i> et de <i>Gossypium barbadense</i>	600

Ces distances peuvent ne pas être observées lorsqu'il existe une protection suffisante contre toute pollinisation étrangère indésirable.

3. La culture doit posséder suffisamment d'identité et de pureté variétales ou, dans le cas d'une culture d'une lignée inbred, suffisamment d'identité et de pureté en ce qui concerne ses caractères.

Pour la production de semences de variétés hybrides, les dispositions mentionnées ci-dessus s'appliquent également aux caractères des composants, y compris la stérilité mâle ou la restauration de la fertilité.

En particulier, les cultures de *Brassica juncea*, *Brassica nigra*, *Cannabis sativa*, *Carthamus tinctorius*, *Carum carvi*, *Gossypium* spp. et d'hybrides d'*Helianthus annuus* et de *Brassica napus*, doivent répondre aux normes suivantes ou autres conditions :

A. *Brassica juncea*, *Brassica nigra*, *Cannabis sativa*, *Carthamus tinctorius*, *Carum carvi* et *Gossypium* spp. autres qu'hybrides :

Le nombre de plantes de la culture qui sont reconnaissables comme manifestation non conformes à la variété ne dépasse pas :

- 1 par 30 m² pour la production de semences de base,
- 1 par 10 m² pour la production de semences certifiées.

B. Hybrides d'*Helianthus annuus* :

a) le pourcentage en nombre de plantes qui sont reconnaissables comme manifestement non conformes à la lignée inbred ou au composant ne dépasse pas :

aa) pour la production de semences de base :

i) lignées inbred : 0,2 %

ii) hybrides simples :

— parent mâle, plantes qui ont émis le pollen quand 2 % ou plus des plantes femelles présentent des fleurs réceptives : 0,2 %

— parent femelle : 0,5 %

bb) pour la production de semences certifiées :

— composant mâle, plantes qui ont émis le pollen quand 5 % ou plus des plantes femelles présentent des fleurs réceptives : 0,5 %

— composant femelle : 1,0 %;

b) pour la production de semences de variétés hybrides, les normes ou autres conditions suivantes doivent être respectées :

aa) les plantes du composant mâle émettent suffisamment de pollen pendant la floraison des plantes du composant femelle;

bb) lorsque le composant femelle présente des stigmates réceptifs, le pourcentage en nombre de plantes du composant femelle qui ont émis ou émettent du pollen ne doit pas dépasser 0,5 %;

cc) pour la production de semences de base, le pourcentage total en nombre de plantes du composant femelle qui sont reconnaissables comme manifestement non conformes au composant et qui ont émis ou émettent du pollen ne dépasse pas 0,5 %;

dd) lorsque la condition fixée à l'annexe II partie I, point 2, ne peut pas être satisfaite, la condition suivante doit être remplie : le composant mâle stérile employé pour la production de semences certifiées comprend une ou plusieurs lignées restauratrices spécifiques de manière qu'au moins un tiers des plantes dérivées des hybrides résultants produisent du pollen apparemment normal sous tous les aspects.

C. Hybrides de *Brassica napus*, produits en employant la stérilité mâle :

a) Le pourcentage en nombre de plantes qui sont reconnaissables comme manifestement non conformes à la lignée inbred ou au composant ne dépasse pas :

aa) pour la production de semences de base :

i) lignées inbred 0,1 %

ii) hybrides simples

— composant mâle 0,1 %

— composant femelle 0,2 %

bb) pour la production de semences certifiées

— composant mâle 0,3 %

— composant femelle 1,0 %

b) La stérilité mâle doit être d'au moins 99 % pour la production de semences de base et de 98 % pour la production de semences certifiées. Le taux de stérilité mâle est estimé par l'examen des fleurs en vue de vérifier l'absence d'anthères fertiles.

D. Hybrides de *Gossypium hirsutum* et *Gossypium barbadense* :

a) Dans le cas de cultures destinées à la production de semences de base de lignées parentales de *Gossypium hirsutum* et *Gossypium barbadense*, la pureté variétale minimale des lignées parentales tant femelles que mâles doit être de 99,8 % quand 5 % ou plus des plantes porte-graines présentent des fleurs réceptives de pollen. Le taux de stérilité mâle de la lignée parentale porte-graines est estimée par l'examen des fleurs en vue de vérifier la présence d'anthères stériles et ne doit pas être inférieure à 99,9 %.

b) Dans le cas de cultures destinées à la production de semences certifiées de variétés hybrides de *Gossypium hirsutum* et/ou *Gossypium barbadense*, la pureté variétale minimale des lignées parentales tant femelles que mâles doit être de 99,5 % quand 5 % ou plus des plantes porte-graines présentent des fleurs réceptives de pollen. Le taux de stérilité mâle de la lignée parentale porte-graines est estimée par l'examen des fleurs en vue de vérifier la présence d'anthères stériles et ne doit pas être inférieure à 99,7 %.

4. La présence d'organismes nuisibles réduisant la valeur d'utilisation des semences n'est tolérée que dans la limite la plus faible possible.

Dans le cas de *Glycine max* cette disposition s'applique en particulier aux organismes *Pseudomonas syringae* pv. *glycinea*, *Diaporthe phaseolorum* var. *caulivora* et var. *sojae*, *Phialophora gregata* et *Phytophthora megasperma* f.sp. *glycinea*.

5. Le respect des normes et autres conditions mentionnées ci-dessus est examiné, dans le cas des semences de base et des semences certifiées, lors d'inspections officielles sur pied ou d'inspections sur pied effectuées sous contrôle officiel. Ces inspections sur pied sont effectuées dans les conditions suivantes

A. L'état cultural et le stade de développement de la culture permettent un examen satisfaisant.

B. Dans le cas de cultures autres que d'hybrides d'*Helianthus annuus*, *Brassica napus*, *Gossypium hirsutum* et *Gossypium barbadense*, au moins une inspection sur pied a lieu.

Dans le cas d'hybrides d'*Helianthus annuus*, au moins deux inspections sur pied doivent avoir lieu.

Dans le cas d'hybrides de *Brassica napus*, au moins trois inspections sur pied doivent avoir lieu : la première avant la floraison, la deuxième au début de la floraison et la troisième à la fin de la floraison.

Dans le cas d'hybrides de *Gossypium hirsutum* et/ou *Gossypium barbadense* trois inspections doivent avoir lieu : la première au début de la floraison, la deuxième avant la fin de la floraison et la troisième à la fin de la floraison, après avoir retiré, le cas échéant, le pollen des plantes parentales.

C. La taille, le nombre et la distribution des sondages élémentaires à inspecter pour examiner le respect des conditions de la présente annexe sont déterminés selon des méthodes appropriées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences des plantes oléagineuses et à fibres.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ANNEXE II

CONDITIONS AUXQUELLES DOIVENT SATISFAIRE LES SEMENCES

I. SEMENCES DE BASE ET CERTIFIÉES

1. Les semences possèdent suffisamment d'identité et de pureté variétales. Les semences des espèces mentionnées ci-dessous répondent notamment aux normes ou autres conditions suivantes :

Espèces et catégories	Pureté variétale minimale (%)
1	2
<i>Arachis hypogaea</i> :	
- semences de base	99,7
- semences certifiées	99,5
<i>Brassica napus</i> autres qu'hybrides, autres que les variétés à des fins exclusivement fourragères, <i>Brassica rapa</i> autres que les variétés à des fins exclusivement fourragères :	
- semences de base	99,9
- semences certifiées	99,7
<i>Brassica napus</i> autres qu'hybrides, variétés à des fins exclusivement fourragères, <i>Brassica rapa</i> , variétés à des fins exclusivement fourragères, <i>Helianthus annuus</i> , autres que les variétés hybrides, y compris leurs composants, <i>Sinapis alba</i> :	
- semences de base	99,7
- semences certifiées	99,0
<i>Linum usitatissimum</i> :	
- semences de base	99,7
- semences certifiées, première reproduction	98,0
- semences certifiées, deuxième et troisième reproduction	97,5
<i>Papaver somniferum</i> :	
- semences de base	99,0
- semences certifiées	98,0
<i>Glycine max</i> :	
- semences de base	99,5
- semences certifiées	99,0

La pureté minimale est contrôlée principalement lors d'inspections sur pied officielles ou lors d'inspection sur pied sous contrôle officiel effectuées selon les conditions visées à l'annexe I^e.

Dans les cas d'hybrides de *Brassica napus* produits en utilisant la stérilité mâle, les semences doivent répondre aux conditions et normes fixées aux points a) à d).

a) Les semences doivent posséder suffisamment d'identité et de pureté en ce qui concerne les caractères variétaux de leurs composants, y compris la stérilité mâle ou la restauration de la fertilité;

b) La pureté variétale minimale des semences doit être la suivante :

semences de base, composant femelle 99,0 %;

semences de base, composant mâle 99,9 %;

semences certifiées 90,0 %.

c) Les semences ne peuvent être certifiées comme semences certifiées que lorsque les semences de base dont elles sont issues ont été testées officiellement ou sous contrôle officiel en parcelles de post-contrôle et que les résultats de ces essais sont connus. Ces essais sont effectués sur des échantillons de semences de base prélevés officiellement ou sous contrôle officiel et sont menés au cours de la période de végétation des semences introduites en vue de la certification en tant que semences certifiées. Ce post-contrôle des semences de base a pour objet de s'assurer que ces semences répondent aux exigences établies en matière d'identité des caractères des composants, y compris en ce qui concerne la stérilité mâle et les normes relatives à la pureté variétale minimales fixées au point b). Dans le cas de semences de base d'hybrides, la pureté variétale peut être vérifiée à l'aide de méthodes biochimiques appropriées.

d) Le respect des normes de pureté variétale fixées au point b) est vérifié en parcelles de post-contrôle lors d'essais officiels ou sous contrôle officiel, effectués sur une proportion appropriée d'échantillons prélevés officiellement. Des méthodes biochimiques appropriées peuvent être utilisées.

2. Lorsque les conditions fixées à l'annexe I^e sous point 3, lettre B, point dd), ne peuvent pas être satisfaites, la condition suivante doit être remplie : lorsque pour la production de semences certifiées d'hybrides de tournesol, un composant femelle mâle-stérile et un composant mâle qui ne restaure pas la fertilité mâle ont été employés, les semences produites par le parent mâle-stérile sont mélangées à des semences produites par les semences parentales entièrement fertiles : le rapport entre les semences parentales mâles-stériles et le parent mâle-fertile ne dépasse pas deux à un.

3. Les semences répondent aux normes ou autres conditions suivantes en ce qui concerne la faculté germinative, la pureté spécifique et la teneur en semences d'autres espèces de plantes y compris *Orobanche* spp. :

A. Tableau

Espèces et catégories	Faculté germinative minimale (% des semences pures)	Pureté spécifique		Teneur maximale en nombre de semences d'autres espèces de plantes dans un échantillon du poids prévu à l'annexe III colonne 4 (total par colonne)							Conditions quant à la teneur en graines en grains d' <i>Orobanchae</i>
		Pureté minimale spécifique (% du poids)	Teneur maximale totale en semences d'autres espèces de plantes (% du poids)	Autres espèces de plantes (a)	<i>Avena fatua</i> , <i>Avena ludoviciana</i> , <i>Avena sterilis</i>	<i>Cuscuta</i> spp.	<i>Raphanus raphanistrum</i>	<i>Rumex</i> spp. autre que <i>Rumex acetosella</i>	<i>Alopecurus myosuroides</i>	<i>Lolium remotum</i>	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
<i>Arachis hypogaea</i>	70	99	-	5	0	0 (c)					
<i>Brassica</i> spp. :											
- semences de base	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	2			
- semences certifiées	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	5			
<i>Cannabis sativa</i>	75	98	-	30 (b)	0	0 (c)					(e)
<i>Carthamus tinctorius</i>	75	98	-	5	0	0 (c)					(e)
<i>Carum carvi</i>	70	97	-	25 (b)	0	0 (c) (d)	10		3		
<i>Gossypium</i> spp.	80	98	-	15	0	0 (c)					
<i>Helianthus annuus</i>	85	98	-	5	0	0 (c)					
<i>Linum usitatissimum</i> :											
- textile	92	99	-	15	0	0 (c) (d)			4	2	
- oléagineux	85	99	-	15	0	0 (c) (d)			4	2	
<i>Papaver somniferum</i>	80	98	-	25 (b)	0	0 (c) (d)					
<i>Sinapis alba</i> :											
- semences de base	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	2			
- semences certifiées	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	5			
<i>Glycine max</i>	80	98	-	5	0	0 (c)					

(a) (b) (c) (d) (e) : voir paragraphe B ci-après

B. Normes ou autres conditions applicables lorsqu'il est fait référence au tableau section I^{re}, point 3, sous A., de la présente annexe :

a) La teneur maximale de semences visées à la colonne 5 couvre aussi les espèces visées aux colonnes 6 à 11.

b) Le dénombrement du contenu total de graines d'autres espèces de plantes peut ne pas être effectué à moins qu'il n'y ait doute sur le respect des conditions fixées à la colonne 5 du tableau.

c) Le dénombrement des graines de *Cuscuta* spp. peut ne pas être effectué à moins qu'il n'y ait doute sur le respect des conditions fixées à la colonne 7 du tableau.

d) La présence d'une graine de *Cuscuta* spp. dans un échantillon du poids fixé n'est pas considérée comme une impureté si un second échantillon de même poids est exempt de graines de *Cuscuta* spp.

e) La semence est exempte d'*Orobanchae* spp.; cependant une graine d'*Orobanchae* spp. dans un échantillon de 100 g n'est pas considérée comme une impureté si un second échantillon de 200 g est exempt d'*Orobanchae* spp.

4. La présence d'organismes nuisibles réduisant la valeur d'utilisation des semences n'est tolérée que dans la limite la plus faible possible. Les semences répondent notamment aux normes ou autres conditions suivantes :

Espèces	Organismes nuisibles			
	Pourcentage maximal en nombre de graines contaminées par des organismes nuisibles (total par colonne)			<i>Sclerotinia sclerotiorum</i> (nombre maximal de sclérotés ou de fragments de sclérotés dans un échantillon du poids prévu à l'annexe III colonne 4)
	<i>Botrytis</i> spp.	<i>Alternaria</i> spp., <i>Ascochyta linicola</i> (syn. <i>Phoma linicola</i>), <i>Colletotrichum lini</i> , <i>Fusarium</i> spp.	<i>Platyedra gossypiella</i>	
1	2	3	4	5
<i>Brassica napus</i>				10 (b)
<i>Brassica rapa</i>				5 (b)
<i>Cannabis sativa</i>	5			
<i>Gossypium</i> spp.			1	
<i>Helianthus annuus</i>	5			10 (b)
<i>Linum usitatissimum</i>	5	5 (a)		
<i>Sinapis alba</i>				5 (b)

(a) (b) : voir paragraphe B ci-après

B. Normes et autres conditions applicables lorsqu'il en fait référence au tableau section I^{re}, point 4, sous A, de la présente annexe :

a) Dans le lin textile, le pourcentage maximal en nombre de graines contaminées par *Ascochyta linicola* (Syn. *Phoma linicola*) ne dépassera pas 1.

b) Le dénombrement de sclérotés ou de fragments de sclérotés de *Sclerotinia sclerotiorum* peut ne pas être effectué à moins qu'il n'y ait doute sur le respect des conditions fixées dans la colonne 5 du tableau.

C. Normes particulières ou autres conditions applicables à *Glycine max* :

En ce qui concerne *Pseudomonas syringae* pv. *glycinea*, le nombre maximal de sous-échantillons dans un échantillon de 5 000 graines au minimum par lot subdivisé en cinq sous-échantillons qui ont été trouvés contaminés par ledit organisme ne dépassera pas quatre.

Si des colonies suspectes sont constatées dans l'ensemble des 5 sous-échantillons, des tests biochimiques appropriés sur les colonies suspectes isolées sur un milieu préférentiel à partir de chaque sous-échantillon peuvent être utilisés pour confirmer les normes ou conditions ci-dessus.

En ce qui concerne *Diaporthe phaseolorum* le nombre maximal de graines contaminées ne dépassera pas 15 %.

Le pourcentage en poids de la matière inerte telle que définie selon les méthodes internationales actuelles d'essai ne dépassera pas 0,3 %.

II. SEMENCES COMMERCIALES.

Les conditions visées à la section I^{re}, de la présente annexe, à l'exception du point 1, s'appliquent aux semences commerciales.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences des plantes oléagineuses et à fibres.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ANNEXE III
POIDS DES LOTS ET DES ECHANTILLONS

Espèces	Poids maximal d'un lot (t)	Poids minimal d'un échantillon à prélever sur un lot (g)	Poids de l'échantillon pour les dénombrements visés à l'annexe II, section I ^{re} , point 3) sous A, colonne 5 à 11 et à l'annexe II, section I, point 4) sous A, colonne 5 (g)
1	2	3	4
<i>Arachis hypogaea</i>	25	1000	1000
<i>Brassica rapa</i>	10	200	200
<i>Brassica juncea</i>	10	100	100
<i>Brassica napus</i>	10	200	200
<i>Brassica nigra</i>	10	100	100
<i>Cannabis sativa</i>	10	600	600
<i>Carthamus tinctorius</i>	25	900	900
<i>Carum carvi</i>	10	200	200
<i>Gossypium spp.</i>	25	1000	1000
<i>Helianthus annuus</i>	25	1000	1000
<i>Linum usitatissimum</i>	10	300	300
<i>Papaver somniferum</i>	10	50	50
<i>Sinapis alba</i>	10	400	400
<i>Glycine max</i>	25	1000	1000

Le poids maximal d'un lot ne peut être dépassé de plus de 5 %.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences des plantes oléagineuses et à fibres.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE IV

ETIQUETTES

A. Indications prescrites :

a) Pour les semences de base et les semences certifiées :

1. « Règles et normes CE ».
2. Service de contrôle et Etat membre ou leur sigle.
3. Mois et année de la fermeture exprimés par la mention : « fermé... » (mois et année); ou - mois et année du dernier prélèvement officiel d'échantillons en vue de la certification, exprimés par la mention « échantillonné... » (mois et année).
4. Numéro de référence du lot.
5. Espèce, indiquée au moins par sa dénomination botanique qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins.
6. Variété, indiquée au moins en caractères latins.
7. Catégorie.
8. Pays de production.
9. Poids net ou brut déclaré.
10. En cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total.

11. Dans le cas de variétés qui sont des hybrides ou des lignées inbred :

— pour les semences de base pour lesquelles l'hybride ou la lignée inbred à laquelle appartiennent les semences ont été officiellement admis aux termes de la Directive 70/457/CE :

le nom de ce composant sous lequel il a été officiellement admis, avec ou sans référence à la variété finale, accompagné, dans le cas des hybrides ou lignées inbred destinés uniquement à servir de composants pour des variétés finales, du mot « composant »;

— pour les autres semences de base :

le nom du composant auquel appartiennent les semences de base, qui peut être indiqué sous forme de code, accompagné d'une référence à la variété finale, avec ou sans référence à sa fonction (mâle ou femelle), et accompagné du mot « composant »;

— pour les semences certifiées :

le nom de la variété à laquelle appartiennent les semences, accompagné du mot « hybride ».

12. Dans le cas où au moins la germination a été réanalysée, les mots « réanalysée... » (mois et année), et le service responsable de cette réanalyse peuvent être mentionnés. Ces indications peuvent être données sur une vignette adhésive officielle apposée sur l'étiquette officielle.

b) Pour les semences certifiées d'une association variétale :

L'information requise au titre du point a) hormis le fait que le nom de la variété doit être remplacé par le nom de l'association variétale (information « association variétale » et son nom) et que les pourcentages en poids des différents composants doivent être énumérés par variété, l'indication du nom de l'association variétale suffit si le pourcentage en poids a été notifié par écrit à l'acheteur, à sa demande, et a été enregistré officiellement.

c) Pour les semences commerciales :

1. « Règles et normes CE ».
2. « Semences commerciales (non certifiées pour la variété) ».
3. Service de contrôle et Etat membre ou leur sigle.
4. Mois et année de la fermeture exprimés par la mention « fermé... » (mois et année).
5. Numéro de référence du lot.
6. Espèce, indiquée au moins sous sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins.
7. Région de production.
8. Poids net ou brut déclaré.
9. En cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total.

10. Dans le cas où au moins la germination a été réanalysée, les mots « réanalysée... » (mois et année) et le service responsable de cette réanalyse peuvent être mentionnés. Ces indications peuvent être données sur une vignette adhésive officielle apposée sur l'étiquette officielle.

B. Dimensions minimales :

110 mm x 67 mm.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences des plantes oléagineuses et à fibres.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ANNEXE V

ETIQUETTE ET DOCUMENT PREVUS DANS LE CAS DE SEMENCES NON CERTIFIEES DEFINITIVEMENT ET RECOLTEES DANS UN AUTRE ETAT MEMBRE

A. Indications devant figurer sur l'étiquette

- Autorité responsable de l'inspection sur pied et Etat membre ou leur sigle.
- Espèce, indiquée au moins sous sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins.
- Variété, indiquée au moins en caractères latins; dans le cas de variétés (lignées inbred, hybrides) destinées à servir exclusivement de composants de variétés hybrides, le mot « composant » est ajouté.
- Catégorie.
- Dans le cas de variétés hybrides, le mot « hybride ».
- Numéro de référence du champ ou du lot.
- Poids net ou brut déclaré.
- Les mots « semences non certifiées définitivement ».

B. Couleur de l'étiquette :

— L'étiquette est de couleur grise.

C. Indication devant figurer dans le document :

- Autorité délivrant le document.
- Espèce, indiquée au moins par sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins.
- Variété, indiquée au moins en caractères latins.

- Catégorie.
- Numéro de référence des semences employées et nom du ou des pays ayant procédé à leur certification.
- Numéro de référence du champ ou du lot.
- Surface cultivée pour la production du lot couvert par le document.
- Quantité de semences récoltées et nombre d'emballages
- Nombre de générations après les semences de base, dans le cas de semences certifiées.
- Attestation qu'ont été remplies les conditions auxquelles doit satisfaire la culture dont les semences proviennent.
- Le cas échéant, résultats d'une analyse préliminaire des semences.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences des plantes oléagineuses et à fibres.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 999

[C - 2006/27042]

9. FEBRUAR 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht, abgeändert durch die Gesetze vom 21. Dezember 1998 und vom 5. Februar 1999;

Aufgrund des Erlasses vom 4. März 2004 über den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen;

Aufgrund der Richtlinie 2002/57/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen;

Aufgrund der Richtlinie 2004/117/EG des Rates vom 22. Dezember 2004 zur Änderung der Richtlinien 66/401/EWG, 66/402/EWG, 2002/54/EG, 2002/55/EG und 2002/57/EG hinsichtlich der amtlich überwachten Prüfungen und der Gleichstellung von in Drittländern erzeugtem Saatgut;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

In Erwägung der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten;

In Erwägung der Entscheidung der Kommission vom 2004/842/EG vom 1. Dezember 2004 über Durchführungsbestimmungen, nach denen die Mitgliedstaaten das Inverkehrbringen von Saatgut der Sorten genehmigen können, für die die Aufnahme in den einzelstaatlichen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten oder für Gemüsearten beantragt wurde;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 16. Januar 2006;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die Bestimmungen der vorgenannten Richtlinie 2004/117/EG umzusetzen, insofern die Frist für die besagte Umsetzung auf den 1. Oktober 2005 festgelegt worden ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich

Artikel 1. § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten als:

1° Inverkehrbringen: der Verkauf, der Besitz im Hinblick auf den Verkauf, das Anbieten zum Verkauf und jede Überlassung, Lieferung oder Übertragung von Saatgut an Dritte, entgeltlich oder unentgeltlich, zum Zwecke der kommerziellen Nutzung.

Nicht als Inverkehrbringen gilt der Handel mit Saatgut, der nicht auf die kommerzielle Nutzung der Sorte abzielt, wie z. B. die nachstehenden Vorgänge:

a) die Lieferung von Saatgut an amtliche Prüf- und Kontrollstellen;

b) die Lieferung von Saatgut an Erbringer von Dienstleistungen zur Vorbereitung oder Verpackung, sofern der Erbringer der Dienstleistungen keinen Rechtsanspruch auf das gelieferte Saatgut erwirbt.

Nicht als Inverkehrbringen gilt die an bestimmte Bedingungen geknüpfte Lieferung von Saatgut an Erbringer von Dienstleistungen zur Erzeugung bestimmter landwirtschaftlicher Rohstoffe zu gewerblichen Zwecken oder zur Saatgutvermehrung zu diesem Zweck, sofern der Erbringer der Dienstleistungen keinen Rechtsanspruch auf das gelieferte Saatgut oder das Erntegut erwirbt. Der Lieferant des Saatguts legt der Dienststelle eine Kopie der betreffenden Teile des Vertrags mit dem Dienstleistungserbringer vor; hierzu gehören Angaben darüber, welchen Normen und Bedingungen das gelieferte Saatgut derzeit entspricht.

Die Bedingungen für die Durchführung dieser Bestimmung werden durch den Minister nach dem in den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union festgelegten Verfahren festgelegt;

2° Öl- und Faserpflanzen: Pflanzen der folgenden Gattungen und Arten:

- a) *Arachis hypogaea* L., Erdnuss;
- b) *Brassica juncea* (L.) et Czernj. et Cosson, Sareptasenf;
- c) *Brassica napus* L. (*partim*), Raps;
- d) *Brassica nigra* (L.) Koch, schwarzer Senf;
- e) *Brassica rapa* L. *var. silvestris* (Lam.) Briggs, Rübsen;
- f) *Cannabis sativa* L., Hanf;
- g) *Carthamus tinctorius* L., Saflor;
- h) *Carum carvi* L., Kümmel;
- i) *Glycine max* (L.) Merr., Soja;
- j) *Gossypium* spp., Baumwolle;
- k) *Helianthus annuus* L., Sonnenblume;
- l) *Linum usitatissimum* L., Faserlein, Öllein;
- m) *Papaver somniferum* L., Mohn;
- n) *Sinapis alba* L., weißer Senf;

3° Vorstufensaatgut: Zuchtsaatgut der dem Basissaatgut vorhergehenden Generationen, das unter der Verantwortung des Saatzüchters nach den Regeln systematischer Erhaltungszüchtung im Hinblick auf die Sorte gewonnen und von einer zuständigen Anerkennungsstelle gemäß den für die Anerkennung von Basissaatgut geltenden Bestimmungen amtlich kontrolliert worden ist;

4° Basissaatgut (andere als Hybriden): Samen,

a) der unter der Verantwortung des Züchters nach den Regeln systematischer Erhaltungszüchtung im Hinblick auf die Sorte gewonnen worden ist, ggf. ab Vorstufensaatgut;

b) der zur Erzeugung von Saatgut entweder der Kategorie «Zertifiziertes Saatgut» oder der Kategorien «Zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung» beziehungsweise «Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung» oder gegebenenfalls «Zertifiziertes Saatgut der dritten Vermehrung» bestimmt ist;

c) der vorbehaltlich von Artikel 5 die Voraussetzungen der Anlagen I und II für Basissaatgut erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß Anlage II - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind.

Die Erzeugung des Basissaatguts kann sich über einen oder mehrere Vermehrungszyklen erstrecken. In diesem Fall wird die Kategorie Basissaatgut in die Kategorien Basissaatgut E2 für die erste Generation aus Vorstufensaatgut und Basissaatgut E3 für wenigstens die zweite Generation nach dem Vorstufensaatgut unterteilt;

5° Basissaatgut (Hybriden):

1. Basissaatgut von Inzuchtlinien: Samen,

a) der vorbehaltlich von Artikel 5 die Voraussetzungen der Anhänge I und II für Basissaatgut erfüllt und

b) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß Anlage II - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß Buchstabe a) erfüllt sind;

2. Basissaatgut von Einfachhybriden: Samen,

a) der zur Erzeugung von Dreiweg-Hybriden oder Doppel-Hybriden bestimmt ist;

b) der vorbehaltlich Artikel 5 die Voraussetzungen der Anhänge I und II für Basissaatgut erfüllt und

c) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß Anlage II - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a) und b) erfüllt sind;

6° Zertifiziertes Saatgut (Rübsen, Sareptasenf, Raps, Schwarzer Senf, diözischer Hanf, Saflor, Kümmel, Sonnenblume, Mohn, Weißer Senf): Samen:

a) der unmittelbar von Basissaatgut oder auf Anfrage des Saatzüchters von Vorstufensaatgut stammt;

b) der zur Erzeugung von Öl- und Faserpflanzen zu anderen Zwecken als der Gewinnung von Saatgut bestimmt ist;

c) der vorbehaltlich von Artikel 5, § 2 die Voraussetzungen der Anhänge I und II für zertifiziertes Saatgut erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind;

7° Zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung (Erdnuss, monözischer Hanf, Faserlein, Öllein, Soja, Baumwolle): Samen:

a) der unmittelbar von Basissaatgut oder auf Anfrage des Saatzüchters von Vorstufensaatgut stammt;

b) der zur Erzeugung entweder von Saatgut der Kategorie «Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung» oder gegebenenfalls der Kategorie «Zertifiziertes Saatgut der dritten Vermehrung» oder von Öl- und Faserpflanzen zu anderen Zwecken als der Gewinnung von Saatgut bestimmt ist;

c) der die Voraussetzungen der Anhänge I und II für zertifiziertes Saatgut erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind;

8° Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung (Erdnuss, Faserlein, Öllein, Soja, Baumwolle): Samen:

- a) der unmittelbar von Basissaatgut, von zertifiziertem Saatgut der ersten Vermehrung oder auf Anfrage des Saatzüchters von Vorstufensaatgut stammt;
- b) der zur Erzeugung von Öl- und Faserpflanzen zu anderen Zwecken als der Gewinnung von Saatgut oder gegebenenfalls zur Erzeugung der Kategorie «Zertifiziertes Saatgut der dritten Vermehrung» bestimmt sind;
- c) der die Voraussetzungen der Anhänge I und II für zertifiziertes Saatgut erfüllt und
- d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind;

9° Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung (monozönischer Hanf): Samen,

- a) der unmittelbar von zertifiziertem Saatgut der ersten Vermehrung stammt und der besonders im Hinblick auf die Erzeugung von zertifiziertem Saatgut der zweiten Vermehrung hergerichtet und amtlich geprüft worden ist;
- b) der für die Erzeugung von Hanf bestimmt ist, welcher zur Zeit der Blüte geerntet wird;
- c) der die Voraussetzungen der Anhänge I und II für zertifiziertes Saatgut erfüllt und
- d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind;

10° Zertifiziertes Saatgut der dritten Vermehrung (Faserlein, Öllein): Samen:

- a) der unmittelbar von Basissaatgut, von zertifiziertem Saatgut der ersten oder der zweiten Vermehrung oder auf Anfrage des Saatzüchters von Vorstufensaatgut stammt;
- b) der zur Erzeugung von Öl- und Faserpflanzen zu anderen Zwecken als der Gewinnung von Saatgut bestimmt ist;
- c) der die Voraussetzungen der Anhänge I und II für zertifiziertes Saatgut erfüllt und
- d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind;

11° Handelssaatgut: Samen:

- a) der artecht ist;
- b) der vorbehaltlich von Artikel 5, § 2 die Voraussetzungen der Anlage II für Handelssaatgut erfüllt und
- c) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a) und b) erfüllt sind;

12° Verbundsorte: Gemenge aus zertifiziertem Saatgut einer bestimmten bestäuberabhängigen Hybride, die gemäß der Richtlinie 2002/53/EG amtlich zugelassen ist, mit zertifiziertem Saatgut eines oder mehrerer bestimmter, gleichermaßen zugelassener Bestäuber, die mechanisch in einem bestimmten Verhältnis miteinander vermischt wurden, das von den Erhaltungszüchtern der genannten Komponenten gemeinsam festgelegt wird und der Zertifizierungsbehörde mitgeteilt worden ist;

13° Bestäuberabhängige Hybride: männlich-sterile Hybride als Komponente der «Verbundsorte» (weibliche Komponente);

14° Bestäuber: Pollen absondernde Komponente der «Verbundsorte» (männliche Komponente);

15° Amtliche Maßnahmen: Maßnahmen, ausgehend von oder durchgeführt durch:

- a) durch Behörden eines Staats oder
- b) juristische Personen des öffentlichen oder privaten Rechts, die unter der Verantwortung eines Mitgliedstaates handeln, oder
- c) bei Hilfstätigkeiten unter der Überwachung eines Staates durch vereidigte natürliche Personen unter der Voraussetzung, dass die unter den b) und c) genannten Personen an dem Ergebnis dieser Maßnahmen kein Gewinninteresse haben;

16° Drittland: Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist;

17° Gemeinsamer Sortenkatalog: der gemeinsame Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten aufgrund der Richtlinie 2002/53/EG des Rates über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten;

18° Nationale Kataloge: die nationalen Kataloge der der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

19° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

20° Dienststelle: die Direktion der Qualität der Erzeugnisse der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region, welche die für die Anerkennung verantwortliche Behörde ist.

§ 2. Änderungen der Liste der in § 1 unter Punkt 2° aufgeführten Arten werden durch den Minister in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union vorgenommen.

§ 3. Die jeweiligen Sortentypen einschließlich der Komponenten, die für die Kontrolle nach dem vorliegenden Erlass in Frage kommen, können durch den Minister in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union besonders beschrieben und festgelegt werden.

§ 4. In Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union kann der Minister die Punkte 4° und 5° von § 1 abändern, um in den Anwendungsbereich dieses Erlasses die Hybriden der Öl- und Faserpflanzen mit Ausnahme der Sonnenblumenhybriden einzuschließen.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass gilt für die kommerzielle Erzeugung und das Inverkehrbringen von Saatgut von Öl- und Faserpflanzen in der Europäischen Union, das für die landwirtschaftliche Erzeugung, Zierzwecke ausgenommen, bestimmt ist. Er gilt nicht für Saatgut von Öl- und Faserpflanzen, das nachweislich zur Ausfuhr nach Drittländern bestimmt ist, wenn es als solches gekennzeichnet ist, und unter der Bedingung, dass die Bestimmung nachgewiesen werden kann.

§ 2. Der vorliegende Erlass wird unbeschadet der föderalen Zuständigkeiten in Sachen Pflanzenschutz und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 10. August 2005 über die Bekämpfung von Organismen, die für Pflanzen und pflanzliche Stoffe schädlich sind, gefasst.

KAPITEL II — Die Anerkennung und das Inverkehrbringen

Art. 3. § 1. Saatgut der nachfolgenden Arten darf nur in Verkehr gebracht werden, wenn es als «Vorstufensaatgut», «Basissaatgut» oder «Zertifiziertes Saatgut» amtlich anerkannt worden ist:

- 1° *Brassica napus* L. (partim), Raps;
- 2° *Brassica rapa* L. var. *silvestris* (Lam.) Briggs, Rübsen;
- 3° *Cannabis sativa* L., Hanf;
- 4° *Carthamus tinctorius* L., Saflor;
- 5° *Carum carvi* L., Kümmel;
- 6° *Gossypium* spp., Baumwolle;
- 7° *Helianthus annuus* L., Sonnenblume;
- 8° *Linum usitatissimum* L. (partim), Ölein oder Faserlein;

§ 2. Saatgut anderer als der in Absatz 1 genannten Arten von Öl- und Faserpflanzen darf nur in den Verkehr gebracht werden, wenn es sich entweder um Saatgut, das als «Vorstufensaatgut», «Basissaatgut» oder «Zertifiziertes Saatgut» amtlich anerkannt worden ist, oder um Handelssaatgut handelt.

§ 3. Das Saatgut von Öl- und Faserpflanzen darf nur in Verkehr gebracht werden, wenn es einer Sorte angehört, die in den nationalen Katalogen oder im gemeinsamen Katalog angeführt ist.

§ 4. Der Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen in der Form einer Verbundsorte ist zulässig. Die Umhüllung einer bestimmten bestäuberabhängigen Hybride muss eine andere Farbe als die Umhüllung des Bestäubers haben.

Art. 4 - In Abweichung von Artikel 3 ist das Inverkehrbringen von nicht aufbereitetem Saatgut im Hinblick auf deren Aufbereitung und Verpackung erlaubt, sofern die Identität dieses Saatguts gewährleistet ist.

Art. 5 - § 1. Abweichend von den in Artikel 3 aufgeführten Bestimmungen kann Vorstufensaatgut und Basissaatgut, das die Anforderungen der Anlage II an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, amtlich anerkannt und in den Verkehr gebracht werden, unter der Bedingung, dass der Lieferant eine bestimmte Keimfähigkeit gewährleistet, die er beim Inverkehrbringen auf einem besonderen Etikett angibt, das seinen Namen, seine Anschrift und die Bezugsnummer der Partie enthält.

§ 2. Im Interesse einer schnellen Versorgung mit Saatgut und abweichend von Artikel 3, 1°, kann Saatgut der Kategorien «Basissaatgut» oder «Zertifiziertes Saatgut» aller Art oder Handelssaatgut, bei dem die amtliche Prüfung in Bezug auf die Kontrolle der Einhaltung der Anforderungen der Anlage II an die Keimfähigkeit nicht abgeschlossen ist, amtlich anerkannt oder amtlich zugelassen und bis zum ersten Empfänger der Handelsstufe in den Verkehr gebracht werden. Die Anerkennung oder die Zulassung erfolgt nur gegen Vorlage einer vorläufigen Analyse des Saatguts und gegen Angabe von Namen und Anschrift des ersten Empfängers. Der Lieferant muss die sich aus der vorläufigen Analyse ergebende Keimfähigkeit gewährleisten. Er gibt diese Keimfähigkeit beim Inverkehrbringen auf einem besonderen Etikett an, das seinen Namen, seine Anschrift und die Bezugsnummer der Partie enthält.

§ 3. Mit Ausnahme der in Artikel 15 vorgesehenen Fälle der Vermehrung außerhalb der Europäischen Union gelten die Bestimmungen von § 1 und § 2 nicht für aus Drittländern eingeführtes Saatgut.

Art. 6 - § 1. In Abweichung von Art. 3 wird den auf dem Gebiet der Wallonischen Region angesiedelten Erzeugern erlaubt, kleine Mengen Saatgut für wissenschaftliche Zwecke oder für Zuchtvorhaben in Verkehr zu bringen.

§ 2. In Abweichung von Art. 3 kann die Dienststelle den auf dem Gebiet der Wallonischen Region angesiedelten Erzeugern erlauben, angemessene Mengen von Saatgut für andere Test- oder Versuchszwecke in Verkehr zu bringen, sofern das Saatgut einer Sorte zugehört, für die ein Antrag auf Aufnahme in die nationalen Sortenkataloge gestellt wurde. Die Bestimmungen der Entscheidung der Kommission vom 2004/842/EG vom 1. Dezember 2004 über Durchführungsbestimmungen, nach denen die Mitgliedstaaten das Inverkehrbringen von Saatgut der Sorten genehmigen können, für die die Aufnahme in den einzelstaatlichen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten oder für Gemüsearten beantragt wurde, können zu diesem Zweck zur Anwendung kommen.

§ 3. Im Fall von genetisch verändertem Material kann das in § 1 und § 2 erwähnte Saatgut nur unter Einhaltung der Gesetzgebung über die Freisetzung und Vermarktung von genetisch veränderten Organismen in Verkehr gebracht werden.

Art. 7 - Aus begründeten wirtschaftlichen Gründen kann der Minister für die einheimische Produktion im Rahmen der Zertifizierung des Vorstufensaatguts, des Basissaatguts und des sonstigen zertifizierten Saatguts sowie für die Zulassung von Handelssaatgut zusätzliche Bedingungen festlegen oder Bedingungen, die strenger sind als jene, die in Anlage I und II angeführt werden.

Art. 8 - Die ggf. erforderliche Beschreibung für die Zertifizierung der genealogischen Bestandteile wird auf Antrag der Person, die diese Zertifizierung erhält, geheim gehalten.

Art. 9 - § 1. Vorstufensaatgut, Basissaatgut, zertifiziertes Saatgut und Handelssaatgut dürfen nur in ausreichend homogenen Partien und in geschlossenen Packungen, die nach den Artikeln 10, 11 und 12 mit einem Verschluss versehen und gekennzeichnet sind, in den Verkehr gebracht werden.

§ 2. Der Minister kann für den Verkehr mit Kleinmengen an Letztverbraucher Ausnahmen von § 1 hinsichtlich der Verpackung, des Verschlusses sowie der Kennzeichnung vorsehen.

Art. 10 - § 1. Packungen mit Vorstufensaatgut, mit Basissaatgut, mit zertifiziertem Saatgut aller Art und mit Handelssaatgut müssen amtlich oder unter amtlicher Überwachung so verschlossen werden, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlusssystem verletzt wird oder dass das in den Artikeln 11 und 12 vorgesehene amtliche Etikett oder die Verpackung Spuren einer Manipulation zeigen.

Zur Sicherung der Verschließung schließt das Verschlusssystem mindestens entweder die Einbeziehung des amtlichen Etiketts in das System oder die Anbringung einer amtlichen Verschlusssicherung ein.

Diese Maßnahmen sind bei Verwendung eines nicht wiederverwendbaren Verschlusssystems jedoch entbehrlich.

§ 2. Eine ein- oder mehrmalige Wiederverschließung darf nur amtlich oder unter amtlicher Überwachung vorgenommen werden. In diesem Fall werden auf dem in den Artikeln 11 und 12 vorgesehenen Etikett auch die letzte Wiederverschließung, deren Datum und die Stelle, die die Wiederverschließung vorgenommen hat, vermerkt.

§ 3. Der Minister kann für die auf dem Gebiet der Wallonischen Region verschlossenen Kleinpackungen in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union Ausnahmen von § 1 vorsehen.

Art. 11 - Packungen mit Basissaatgut, mit zertifiziertem Saatgut und mit Handelssaatgut werden:

1° werden an der Außenseite mit einem amtlichen Etikett versehen, das noch nicht benutzt worden ist, das den Voraussetzungen der Anlage IV entspricht und auf dem die Angaben in einer der Amtssprachen der Europäischen Union abgefasst sind.

Die Farbe des Etiketts ist weiß bei Basissaatgut, blau bei zertifiziertem Saatgut und zertifiziertem Saatgut der ersten Vermehrung, rot bei zertifiziertem Saatgut der zweiten Vermehrung und zertifiziertem Saatgut der dritten Vermehrung und braun bei Handelssaatgut. Bei zertifiziertem Saatgut einer Verbundsorte ist das Etikett blau mit einer diagonalen grünen Linie. Ist das Etikett mit einem Loch versehen, so wird seine Befestigung in jedem Fall mit einer amtlichen Verschlussicherung gesichert. Wenn im Falle des Artikels 5, § 1 Basissaatgut die Anforderungen der Anlage II an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, so wird dies auf dem Etikett vermerkt. Die Verwendung von amtlichen Klebeetiketten ist gestattet.

Die vorgeschriebenen Angaben können unter amtlicher Überwachung auf der Verpackung angebracht nach in der Entscheidung 97/125/EG der Kommission vom 24. Januar 1997 zur Genehmigung der vorschriftsmässigen Kennzeichnung der Verpackungen von Saatgut von Öl- und Faserpflanzen und zur Änderung der Entscheidung 87/309/EWG zur Genehmigung der vorschriftsmässigen Kennzeichnung der Verpackungen von Saatgut bestimmter Futterpflanzen festgelegten Bedingungen.

2° einen amtlichen Vermerk in der Farbe des Etiketts enthalten, der von den für das Etikett vorgesehenen Angaben mindestens diejenigen enthält, die für dieses Etikett in Anlage IV Teil A Buchstabe *a*) Nummern 4, 5 und 6 und für Handelssaatgut in Buchstabe *b*) Nummern 2, 5 und 6 vorgesehen sind. Der Vermerk ist so beschaffen, dass er nicht mit einem amtlichen Etikett gemäß Punkt 1° verwechselt werden kann.

Der Vermerk ist entbehrlich, wenn die Angaben auf der Verpackung in unverwischbarer Farbe angebracht sind oder wenn gemäß Punkt 1° ein Klebeetikett oder ein Etikett aus reißfestem Material verwendet wird.

Art. 12 - Packungen mit Vorstufensaatgut werden auf der Außenseite mit einem amtlichen Etikett versehen, das den Bedingungen für Basissaatgut gemäß der Anlage IV Teil A genügt und in einer der Amtssprachen der Europäischen Union verfasst ist. Dieses Etikett gibt zudem die Anzahl der dem Saatgut der Kategorien «Zertifiziertes Saatgut» oder «Zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung» vorhergehenden Generationen an.

Das Etikett ist weiß mit einem diagonalen violetten Strich. Wenn das Vorstufensaatgut in dem in Art. 5, § 1 erwähnten Fall die Bedingungen der Anlage II hinsichtlich der Keimfähigkeit für Basissaatgut nicht genügt, wird dies auf dem Etikett vermerkt.

Art. 13 - Saatgut einer genetisch veränderten Sorte muss auf jedem Etikett oder jedem amtlichen oder sonstigen amtlichen oder nicht amtlichen Begleitpapier, das gemäß dieser Richtlinie an der Saatgutpartie befestigt ist oder dieser beiliegt, klar als solches gekennzeichnet sein, unbeschadet der Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1830/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. September 2003 über die Rückverfolgbarkeit und Kennzeichnung von genetisch veränderten Organismen und über die Rückverfolgbarkeit von aus genetisch veränderten Organismen hergestellten Lebensmitteln und Futtermitteln sowie zur Änderung der Richtlinie 2001/18/EG.

Art. 14 - Jegliche chemische Behandlung von Vorstufensaatgut, Basissaatgut, zertifiziertem Saatgut muss entweder auf dem amtlichen Etikett oder auf einem Etikett des Lieferanten sowie auf oder in der Packung vermerkt werden. Zusätzlich muss der Name jedes Wirkstoffs, der in dem(den) verwendeten Produkt(en) vorhanden ist, auf einem von dem Lieferanten anzubringenden zusätzlichen Etikett angegeben werden.

Der Verkehr mit Saatgut, das chemisch mit einem Produkt behandelt worden ist, das nicht für diesen Zweck zugelassen wurde, ist untersagt gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 28. Februar 1994 über die Lagerung, das Inverkehrbringen und die Anwendung von Pestiziden für landwirtschaftliche Anwendungen. Für eingeführtes Saatgut, das bereits chemisch behandelt worden ist, reicht jedoch aus, dass die Wirkstoffe gemäß der vorerwähnten Regelung zugelassen wurden.

Art. 15 - § 1. Saatgut von Öl- und Faserpflanzen:

1° das unmittelbar von Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut der ersten Vermehrung stammt, das in einem oder mehreren Mitgliedstaaten oder in einem dritten Land, dem die Gleichstellung nach Artikel 16 gewährt wurde, amtlich anerkannt oder durch Kreuzung von in einem Mitgliedstaat anerkanntem Basissaatgut mit in einem solchen dritten Land amtlich anerkanntem Basissaatgut unmittelbar gewonnen wurde, und

2° in einem anderen Mitgliedstaat geerntet wurde, wird auf Antrag und unbeschadet der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten in jedem Mitgliedstaat als zertifiziertes Saatgut amtlich anerkannt, wenn es einer Feldbesichtigung unterzogen worden ist, die den Voraussetzungen der Anlage I für die betreffende Kategorie genügt, und wenn in amtlicher Prüfung festgestellt worden ist, dass die Voraussetzungen der Anlage II für diese Kategorie erfüllt sind.

Stammt das Saatgut in diesen Fällen unmittelbar von amtlich anerkanntem Saatgut einer dem Basissaatgut vorhergehenden Generation, so kann es, sofern die Voraussetzungen für diese Kategorie erfüllt sind, die amtliche Anerkennung als Basissaatgut erhalten.

§ 2. Saatgut von Öl- und Faserpflanzen, das in der Europäischen Union geerntet wurde und zur Anerkennung nach Absatz 1 bestimmt ist, muss:

1° gemäß Artikel 10, § 1 abgepackt und mit einem amtlichen Etikett nach Anlage V, Punkte A und B versehen werden und

2° von einer amtlichen Bescheinigung nach Anlage V Teil C begleitet sein.

§ 3. In Drittländern geerntetes Saatgut von Öl- und Faserpflanzen wird auf Antrag amtlich anerkannt, wenn folgende Anforderungen erfüllt sind:

1° Das Saatgut direkt gewonnen wurde:

a) von Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut der ersten Vermehrung, das entweder in einem oder mehreren Mitgliedstaaten oder in einem Drittland, dem gemäß Artikel 16 Gleichstellung gewährt wurde, amtlich anerkannt wurde, oder

b) durch Kreuzung von in einem Mitgliedstaat amtlich anerkanntem Basissaatgut mit in einem Drittland gemäß Punkt *a*) amtlich anerkanntem Basissaatgut;

2° eine Feldbesichtigung durchgeführt wurde, die die Bedingungen einer Gleichstellungsentscheidung erfüllt, die von dem Rat der Europäischen Union in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Richtlinie 2002/57 EG vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen getroffen worden ist;

3° die amtliche Prüfung ergeben hat, dass die Bedingungen der Anlage II für dieselbe Kategorie erfüllt sind.

Art. 16. § 1. Das Saatgut von Öl- und Faserpflanzen mit Ausnahme des Vorstufensaatguts, das in einem Drittland geerntet worden ist, darf nur dann in Verkehr gebracht werden, wenn der Rat der Europäischen Union im Voraus festgestellt hat, dass das in diesem Land geerntete Saatgut von Öl- und Faserpflanzen hinsichtlich seiner Eigenschaften sowie der zu seiner Prüfung, seiner Identitätssicherung, seiner Kennzeichnung und seiner Kontrolle durchgeführten Maßnahmen die gleiche Gewähr bietet, und insoweit dem Saatgut gleichsteht, das in der Europäischen Union geerntet worden ist und den Bestimmungen der Richtlinie 2002/57/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen entspricht.

§ 2. Die in § 1 angeführten Bestimmungen sind außerdem anwendbar:

1° auf das Vorstufensaatgut, wobei vorausgesetzt wird, dass dieses Saatgut nur in Verkehr gebracht werden darf, wenn die Gleichstellung für das Basissaatgut festgestellt worden ist;

2° auf das in jedem neuen Mitgliedstaat geerntete Saatgut für die Zeit vor seinem Beitritt bis zu dem Zeitpunkt, zu dem er den Bestimmungen der vorerwähnten Richtlinie 2002/57/EG nachkommen muss.

Art. 17 - § 1. Zur Behebung von vorübergehend auftretenden und in anderer Weise nicht zu beseitigenden Schwierigkeiten bei der Versorgung mit Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut in der Europäischen Union kann die Dienststelle beschließen, unter Anwendung des in der Richtlinie 2002/57/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen festgelegten Verfahrens und mit der Zusage der Europäischen Kommission das Inverkehrbringen von Saatgut einer Kategorie mit minderen Anforderungen oder von Saatgut einer Sorte, welche nicht im gemeinsamen Sortenkatalog noch in den nationalen Sortenkatalogen aufgeführt ist, zu genehmigen. Diese Genehmigung gilt für einen begrenzten Zeitraum und betrifft die Samenmengen, die zur Behebung der Versorgungsschwierigkeiten erforderlich sind.

§ 2. Für die Saatgutkategorie einer bestimmten Sorte ist das amtliche Etikett der entsprechenden Kategorie zu verwenden. Bei Saatgut von Sorten, die nicht in den vorgenannten Katalogen aufgeführt sind, ist das für Handelssaatgut vorgesehene amtliche Etikett zu verwenden.

Auf dem Etikett ist anzugeben, dass das betreffende Saatgut zu einer Kategorie gehört, welche mindere Anforderungen erfüllt.

Art. 18 - Der Minister kann die auf Grund der Entwicklung der wissenschaftlichen oder technischen Erkenntnisse notwendig werdenden Ergänzungen oder Änderungen der Anhänge des vorliegenden Erlasses in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union vornehmen.

KAPITEL III — Kontrolle

Art. 19 - Die Dienststelle ist mit der Durchführung der Kontrolle des erzeugten einheimischen Saatguts beauftragt.

Diese Kontrolle umfasst insbesondere:

1° die Prüfung der Zulässigkeit der Kontrollanträge für die Kulturen, die zur Erzeugung von Saatgut bestimmt sind;

2° die Kontrolle der Feldbestände;

3° die Kontrolle der geernteten Erzeugnisse beim Transport, der Anlieferung, der Lagerung, der Aufbereitung und der Aufmachung;

4° die Laboruntersuchung;

5° die Kontrolle der Ausführung der amtlichen Verschließung und des in den Artikeln 9, 10, 11 und 12 vorgeschriebenen Anbringens amtlicher Etiketten und Bescheinigungen;

6° die Kontrolle der Felduntersuchungen, Probenahmen und Laboruntersuchungen unter amtlicher Überwachung gemäß Art. 20, § 1, § 2 und § 3.

Die Kontrolle ist nicht mit einer spezifischen Haftung der Dienststelle verbunden, die zu Schadensersatzforderungen führen könnte.

Art. 20 - § 1. Bei der amtlich überwachten Prüfung gemäß Artikel 1, § 1, 4°, d, Artikel 1, § 1, 5°, 1, b, Artikel 1, § 1, 5°, 2, c, Artikel 1, § 1, 6°, d, Artikel 1, § 1, 7°, d, Artikel 1, § 1, 8°, d, Artikel 1, § 1, 9°, d, Artikel 1, § 1, 10°, d und § 1, 11°, c, müssen folgende Anforderungen für die Felduntersuchungen erfüllt sein:

1° Die Inspektoren:

a) müssen die notwendige fachliche Befähigung haben;

b) dürfen an der Durchführung der Prüfungen keinerlei Gewinninteresse haben;

c) sind von der Dienststelle amtlich anerkannt. Diese Anerkennung setzt die Unterzeichnung einer schriftlichen Erklärung voraus, mit der sich die Inspektoren zur Einhaltung der für amtliche Prüfungen geltenden Regeln verpflichten;

d) müssen die amtlich überwachten Prüfungen gemäß den für die amtlichen Prüfungen geltenden Regeln durchführen;

2° Die zu prüfenden Feldbestände müssen von Saatgut erwachsen sein, das einer amtlichen Nachprüfung unterzogen wurde, die zufrieden stellend ausgefallen ist;

3° Ein Teil der Feldbestände muss von amtlichen Inspektoren geprüft werden. Dieser Teil beträgt mindestens 5 v.H.;

4° Ein Teil der Proben der von den Feldbeständen geernteten Saatgutpartien ist für amtliche Nachprüfungen und gegebenenfalls für amtliche Laboruntersuchungen des Saatguts auf Sortenechtheit und Sortenreinheit zu entnehmen;

5° Die Dienststelle bestimmt die Strafen, die anzuwenden sind, wenn einem amtlich zugelassenen Inspektor vorsätzliche oder fahrlässige Zuwiderhandlungen gegen die für amtliche Prüfungen geltenden Regeln nachgewiesen werden. Diese Strafen müssen wirksam, verhältnismäßig und abschreckend sein. Sie können bis zum Entzug der in 1°, c erwähnten Zulassung führen.

Eine gegebenenfalls schon erfolgte Anerkennung von geprüftem Saatgut wird im Fall einer solchen Zuwiderhandlung rückgängig gemacht, es sei denn, es kann nachgewiesen werden, dass das betreffende Saatgut tatsächlich alle einschlägigen Anforderungen erfüllt.

§ 2. Zur Kontrolle der Sorten, der Prüfung des Saatguts zwecks Anerkennung und der Prüfung des Handelssaatguts gemäß Artikel 1, § 1, 4°, d, Artikel 1, § 1, 5°, 1, b, Artikel 1, § 1, 5°, 2, c, Artikel 1, § 1, 6°, d, Artikel 1, § 1, 7°, d, Artikel 1, § 1, 8°, d, Artikel 1, § 1, 9°, d, Artikel 1, § 1, 10°, d und § 1, 11°, c, werden Proben amtlich oder unter amtlicher Überwachung gezogen. Saatgutproben für Kontrollen gemäß Artikel 22 sind amtlich zu ziehen. Die Proben werden gemäß den üblichen internationalen Verfahren oder ggf. nach vom Minister festgelegten Methoden aus homogenen Partien gezogen. Das Höchstgewicht einer Partie und das Mindestgewicht einer Probe werden in der Anlage III angegeben. Für die Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Artikels gilt als homogene Partie eine Menge von Saatgut, die eine Einheit bildet und Eigenschaften aufweist, deren Gleichwertigkeit vorausgesetzt wird.

Wenn die Probenahme von Saatgut unter amtlicher Kontrolle stattfindet, müssen die nachstehenden Bedingungen eingehalten werden:

1° Die Saatgutprobenahme wird unter Einhaltung der Bedingungen unter 2° und 3° von Saatgutprobennehmern durchgeführt, die von der Dienststelle zu diesem Zweck zugelassen wurden;

2° Saatgutprobennehmer haben die erforderlichen Fachkenntnisse in Ausbildungslehrgängen unter den für die amtlichen Probennehmer der Anerkennungsstelle geltenden Bedingungen erworben und in amtlichen Prüfungen nachgewiesen;

3° Saatgutprobennehmer müssen sein:

a) unabhängige natürliche Personen oder

b) von natürlichen oder juristischen Personen beschäftigte Personen, die sich nicht mit der Erzeugung, Vermehrung oder Aufbereitung von Saatgut bzw. dem Saatguthandel befassen, oder

c) von natürlichen oder juristischen Personen beschäftigte Personen, die sich mit der Erzeugung, Vermehrung oder Aufbereitung von Saatgut bzw. dem Saatguthandel befassen. In diesem Fall kann ein Saatgutprobennehmer nur die für seinen Arbeitgeber erzeugten Partien beproben, es sei denn, zwischen seinem Arbeitgeber, dem Antragsteller und der Dienststelle wurde eine andere Vereinbarung getroffen;

4° Die Tätigkeit von Saatgutprobennehmern wird durch die Dienststelle ordnungsgemäß überwacht. Bei automatischer Probenahme sind geeignete Verfahren einzuhalten und amtlich zu überwachen;

5° Die Überwachung gemäß Pos. 4° umfasst die Kontrollbeprobung eines Prozentsatzes der zur amtlichen Anerkennung eingereichten Saatgutpartien durch amtliche Saatgutprobennehmer. Dieser Prozentsatz wird in der Regel so gleichmäßig wie möglich auf alle natürlichen und juristischen Personen, die Saatgut zur Anerkennung anmelden, sowie auf die eingereichten Arten verteilt, kann jedoch zur Beseitigung bestimmter Zweifel auch gezielt ausgewählt werden. Der Prozentsatz beträgt mindestens 5 v.H.. Diese Kontrollbeprobung betrifft nicht die automatische Probenahme. Die Dienststelle vergleicht die amtlich gezogenen Saatgutproben mit den Proben, die unter amtlicher Aufsicht aus derselben Saatgutpartie gezogen wurden;

6° Die Dienststelle bestimmt die Strafen, die anzuwenden sind, wenn einem Saatgutprobennehmer vorsätzliche oder fahrlässige Zuwiderhandlungen gegen die für amtliche Prüfungen geltenden Regeln nachgewiesen werden. Diese Strafen müssen wirksam, verhältnismäßig und abschreckend sein. Sie können bis zum Entzug der in 1° erwähnten Zulassung führen. Eine gegebenenfalls schon erfolgte Anerkennung von Saatgut, das Gegenstand von Probenahmen gewesen ist, wird im Fall einer solchen Zuwiderhandlung rückgängig gemacht, es sei denn, es kann nachgewiesen werden, dass das betreffende Saatgut tatsächlich alle einschlägigen Anforderungen erfüllt.

§ 3. Die amtliche Prüfung des Saatguts oder dessen Prüfung unter amtlicher Kontrolle im Sinne von Artikel 1, § 1, 4°, d, Artikel 1, § 1, 5°, 1, b, Artikel 1, § 1, 5°, 2, c, Artikel 1, § 1, 6°, d, Artikel 1, § 1, 7°, d, Artikel 1, § 1, 8°, d, Artikel 1, § 1, 9°, d, Artikel 1, § 1, 10°, d und § 1, 11°, c, wird nach den geltenden internationalen Methoden oder in Ermangelung derartiger Methoden nach von dem Minister festgelegten Methoden durchgeführt. Die Saatgutprüfung unter amtlicher Kontrolle genügt folgenden Bedingungen:

1° sie wird unter Einhaltung der unter 2°, 3° und 4° vorgesehenen Bedingungen von zu diesem Zweck von der Dienststelle zugelassenen Saatgutprobelabors durchgeführt;

2° Das Labor beschäftigt einen Saatgutprüfer, der für den technischen Betrieb des Labors unmittelbar verantwortlich ist und der über die notwendige Befähigung für die technische Leitung eines Saatgutprüflabors verfügt. Die Saatgutprüfer des Labors haben die erforderlichen Fachkenntnisse in Ausbildungslehrgängen unter den für die amtlichen Prüfer der Anerkennungsstelle geltenden Bedingungen erworben und in amtlichen Prüfungen nachgewiesen. Das Labor verfügt über die Räumlichkeiten und Geräte, für die die Dienststelle im Rahmen der Zulassung amtlich bestätigt, dass sie für die Untersuchung von Saatgut geeignet sind.

3° das mit der Saatgutprüfung beauftragte Labor ist ein unabhängiges Labor oder das Labor eines Saatgutunternehmens sein. Handelt es sich um das Labor eines Saatgutunternehmens, so darf es nur Saatgutpartien untersuchen, die für das betreffende Unternehmen erzeugt wurden, sofern zwischen dem Saatgutunternehmen, dem Antragsteller und der Dienststelle keine andere Vereinbarung getroffen wurde;

4° Die Tätigkeiten des Labors in Zusammenhang mit der Prüfung des Saatguts werden durch die Dienststelle überwacht;

5° Zum Zwecke der Überwachung gemäß Punkt 4° wird ein Prozentanteil der zur amtlichen Anerkennung angemeldeten Saatgutpartien durch eine amtliche Saatgutprüfung gegengeprüft. Dieser Prozentsatz wird in der Regel so gleichmäßig wie möglich auf alle natürlichen und juristischen Personen, die Saatgut zur Anerkennung anmelden, sowie auf die eingereichten Arten verteilt, kann jedoch zur Beseitigung bestimmter Zweifel auch gezielt ausgewählt werden. Der Prozentsatz beträgt mindestens 5 v.H.;

6° Die Dienststelle bestimmt die Strafen, die anzuwenden sind, wenn einem Prüflabor vorsätzliche oder fahrlässige Zuwiderhandlungen gegen die für amtliche Prüfungen geltenden Regeln nachgewiesen werden. Diese Strafen müssen wirksam, verhältnismäßig und abschreckend sein. Sie können bis zum Entzug der in 1° erwähnten Zulassung führen. Eine gegebenenfalls schon erfolgte Anerkennung von geprüftem Saatgut wird im Fall einer solchen Zuwiderhandlung rückgängig gemacht, es sei denn, es kann nachgewiesen werden, dass das betreffende Saatgut tatsächlich alle einschlägigen Anforderungen erfüllt.

Art. 21 - § 1. Der Minister legt in einer Regelung für die Kontrolle Folgendes fest:

1° die Verfahren und die Definitionen für die in Artikel 19 angeführten Kontrollen;

2° die Bedingungen, die die natürlichen oder juristischen Personen erfüllen müssen, um einerseits die Befugnis zu erhalten, einen Antrag zur Kontrolle der Kulturen, die für die Erzeugung von Saatgut bestimmt sind, einzureichen und andererseits die geernteten Erzeugnisse der in Artikel 19 angeführten Kontrolle zu unterwerfen.

§ 2. Die Dienststelle bestimmt die praktischen Durchführungsbestimmungen für die in Art. 19 erwähnten Kontrollen, in Anwendung der vom Minister geregelten Verfahren.

Art. 22 - § 1. Während des Inverkehrbringens des Saatguts von Öl- und Faserpflanzen führt die Dienststelle amtliche Stichproben aus, damit sichergestellt ist, dass dieses Saatgut den Anforderungen des vorliegenden Erlasses genügt.

§ 2 - Unbeschadet des freien Verkehrs mit Saatgut in der Europäischen Union werden der Dienststelle bei dem Inverkehrbringen von aus Drittländern eingeführten Saatgutmengen über 2 kg folgende Auskünfte mitgeteilt:

1° Art;

2° Sorte;

3° Kategorie;

4° Erzeugerland und amtliche Kontrollbehörde;

5° Versandland;

6° Einführer;

7° Saatgutmenge.

Art. 23 - § 1. Um die Entwicklung in folgenden Bereichen zu berücksichtigen, kann der Minister in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union besondere Bedingungen festlegen:

1° Voraussetzungen für das Inverkehrbringen von chemisch behandeltem Saatgut;

2° Voraussetzungen, unter denen Saatgut unter Berücksichtigung der Erhaltung in situ und der nachhaltigen Nutzung der pflanzengenetischen Ressourcen in Verkehr gebracht werden darf, einschließlich Saatgutmischungen von Arten, die auch die in Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten aufgeführten Arten enthalten und die mit spezifischen natürlichen und halbnatürlichen Lebensräumen assoziiert und von genetischer Erosion bedroht sind;

3° Voraussetzungen, unter denen für den ökologischen Landbau geeignetes Saatgut in Verkehr gebracht werden darf.

§ 2. Die besonderen Bedingungen gemäß § 1 umfassen insbesondere folgende Punkte:

1, unter § 1, Punkt 2°; die Herkunft des Saatguts dieser Arten muss bekannt und durch den Minister zugelassen sein;

2° unter § 1 Punkt 2°; entsprechende mengenmäßige Beschränkungen.

Art. 24 - Rechnungen, Verträge, Kataloge, Rundschreiben, Verkaufsangebote und sonstige vergleichbare Dokumente müssen von Fall zu Fall die in Anlage IV, A, a) 5, 6, 7 und 10, oder c) 2, 6, 7 und 9 vorgeschriebenen Angaben aufweisen.

Art. 25 - Die Zubereiter, Einführer und Verkäufer müssen die Einkaufsrechnung, eine Kopie der Verkaufsrechnung sowie die Transportdokumente während drei Jahren ab dem 1. Januar des Jahres, das auf das Jahr der Ausstellung des betreffenden Dokuments folgt, aufbewahren, um sie den Beamten, die mit der Kontrolle der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt sind, auf deren Antrag und ohne, dass diese sich vor Ort begeben müssen, vorlegen zu können.

Art. 26 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht. Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 10 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei dessen Verhinderung um den Beamten, der ihn vertritt.

Art. 27 - Der Zeitraum, während dem die Bediensteten der im Artikel 6 des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht angeführten Behörde gemäß Artikel 13 dieses Gesetzes im Rahmen einer Verwaltungsmaßnahme vorläufig die durch den vorliegenden Erlass betroffenen Erzeugnisse beschlagnahmen dürfen, wird auf drei Monate festgelegt.

KAPITEL IV — Schlussbestimmungen

Art. 28 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. März 2004 über den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen wird aufgehoben.

Art. 29 - Der Ministerialerlass vom 21. Dezember 2001 zur Festlegung einer Regelung für die Kontrolle und die Zertifizierung des Saatguts von Öl- und Faserpflanzen bleibt anwendbar, bis er ausdrücklich ersetzt wird.

Art. 30 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 31 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE I

VORAUSSETZUNGEN, DENEN DER FELDBESTAND GENÜGEN MUSS

1. Die Vermehrungsfläche hat keine Vorfrucht, die mit der Erzeugung von Saatgut der Art und der Sorte des Bestandes nicht zu vereinbaren ist. Die Vermehrungsfläche ist ausreichend frei von Pflanzen, die von der Vorfrucht durchgewachsen sind.

Im Falle von Rapshybriden wird der Bestand auf einer Fläche vermehrt, auf der in den vergangenen fünf Jahren keine Cruciferae gepflanzt wurden.

2. Der Bestand genügt folgenden Normen hinsichtlich der Entfernungen zu benachbarten Quellen von Pollen, die zu unerwünschter Fremdbestäubung führen können:

Bestand	Mindestentfernungen (in m)
1	2
<i>Brassica</i> spp. außer <i>Brassica napus</i> ; <i>Cannabis sativa</i> außer monozönischem Hanf; <i>Carthamus tinctorius</i> ; <i>Carum carvi</i> ; <i>Gossypium</i> spp außer Hybriden von <i>Gossypium hirsutum</i> und/oder <i>Gossypium barbadense</i> ; <i>Sinapis alba</i> - bei der Erzeugung von Basissaatgut - bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut	400 200
<i>Brassica napus</i> : - bei der Erzeugung von Basissaatgut von anderen Sorten als Hybriden - bei der Erzeugung von Basissaatgut von Hybriden - bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut von anderen Sorten als Hybriden - bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut von Hybriden	200 500 100 300
<i>Cannabis sativa</i> , monozönischer Hanf: - bei der Erzeugung von Basissaatgut - bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut	5000 1000
<i>Helianthus annuus</i> : - bei der Erzeugung von Basissaatgut von Hybriden - bei der Erzeugung von Basissaatgut von anderen Sorten als Hybriden - bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut	1500 750 500
<i>Gossypium hirsutum</i> und/oder <i>Gossypium barbadense</i> : - bei der Erzeugung von Basissaatgut von Elternlinien von <i>Gossypium hirsutum</i> - bei der Erzeugung von Basissaatgut von Elternlinien von <i>Gossypium barbadense</i> - bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut von intraspezifischen Hybriden von <i>Gossypium hirsutum</i> - bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut von intraspezifischen Hybriden von <i>Gossypium barbadense</i> - bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut von intraspezifischen Hybriden von <i>Gossypium hirsutum</i> und <i>Gossypium barbadense</i>	600 800 200 600 600

Diese Entfernungen brauchen nicht eingehalten zu werden, sofern eine ausreichende Abschirmung gegen eine unerwünschte Fremdbestäubung vorhanden ist.

3. Der Bestand ist ausreichend sortenecht und sortenrein oder, im Falle eines Bestands einer Inzuchtlinie, ausreichend echt und rein hinsichtlich der die Inzuchtlinie kennzeichnenden Merkmale.

Bei der Erzeugung von Saatgut von Hybridsorten gelten diese Bestimmungen auch für die Merkmale der Komponenten, einschließlich die männliche Sterilität oder der Restauration der Fruchtbarkeit.

Insbesondere müssen Bestände von *Brassica juncea*, *Brassica nigra*, *Cannabis sativa*, *Carthamus tinctorius*, *Carum carvi*, *Gossypium* spp. Und Hybriden von *Helianthus annuus* und *Brassica napus* folgende Normen oder sonstige Anforderungen erfüllen:

A. *Brassica juncea*, *Brassica nigra*, *Cannabis sativa*, *Carthamus tinctorius*, *Carum carvi* und *Gossypium* spp. Außer Hybriden:

Die Zahl der Pflanzen der jeweiligen Art, die als eindeutig nicht sortenecht festgestellt werden können, darf folgende Werte nicht überschreiten:

1 je 30 m² bei der Erzeugung von Basissaatgut,

1 je 10 m² bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut.

B. Hybriden von *Helianthus annuus*:

a) Der zahlenmäßige Anteil an Pflanzen, die in Bezug auf die Inzuchtlinie oder auf die Komponente als eindeutig nicht echt festgestellt werden können, darf folgende Werte nicht überschreiten:

aa) bei der Erzeugung von Basissaatgut:

i) Inzuchtlinien: 0,2 v.H.

ii) Einfachhybriden:

— männliche Komponente, Pflanzen, die Pollen abgeben, sobald 2 v.H. oder mehr der weiblichen Komponenten empfängnisfähige Blüten aufweisen: 0,2 v.H.

— weibliche Komponente: 0,5 v.H.

bb) bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut:

— männliche Komponente, Pflanzen, die Pollen abgeben, sobald 5 v.H. oder mehr der weiblichen Komponenten empfängnisfähige Blüten aufweisen: 0,5 v.H.

— weibliche Komponente: 1,0 v.H.;

b) bei der Erzeugung von Saatgut von Hybridsorten müssen folgende weitere Normen oder Anforderungen erfüllt sein:

aa) Die Pflanzen der männlichen Komponente geben während der Blütezeit der Pflanzen der weiblichen Komponente ausreichend Pollen ab;

bb) wenn die Pflanzen der weiblichen Komponente empfängnisfähige Blüten haben, darf der Anteil an Pflanzen dieser Komponente, die Pollen abgegeben haben oder Pollen abgeben, 0,5 v.H. nicht überschreiten;

cc) bei der Erzeugung von Basissaatgut darf der zahlenmäßige Gesamtanteil an Pflanzen der weiblichen Komponente, die in Bezug auf diese Komponente als eindeutig nicht echt festgestellt werden können und die Pollen abgegeben haben oder Pollen abgeben, 0,5 v.H. nicht überschreiten;

dd) kann die in Anlage II Teil 1 Nummer 2 genannte Anforderung nicht erfüllt werden, so gilt Folgendes: Bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut enthält die genutzte männlich sterile Komponente mindestens eine Linie, die die männliche Sterilität restauriert, so dass mindestens ein Drittel der aus dem erhaltenen Hybridsaatgut erwachsenden Pflanzen Pollen abgeben, der in jeder Hinsicht normal zu sein scheint.

C. Hybriden von *Brassica napus*, erzeugt unter Nutzung der männlichen Sterilität:

a) Der zahlenmäßige Anteil an Pflanzen, die in Bezug auf die Inzuchtlinie oder auf die Komponente als eindeutig nicht echt festgestellt werden können, darf folgende Werte nicht überschreiten:

aa) bei der Erzeugung von Basissaatgut:

i) Inzuchtlinien 0,1 v.H.

ii) Einfachhybriden

— männliche Komponente 0,1 v.H.

— weibliche Komponente 0,2 v.H.

bb) bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut

— männliche Komponente 0,3 v.H.

— weibliche Komponente 1,0 v.H.

b) die männliche Sterilität muss bei der Erzeugung von Basissaatgut 99 v.H. und bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut mindestens 98 v.H. betragen. Der Grad der männlichen Sterilität wird durch Prüfung der Blüten auf Fehlen fruchtbarer Antherenkulturen bewertet.

D. Hybriden von *Gossypium hirsutum* und *Gossypium barbadense*:

a) In Beständen zur Erzeugung von Basissaatgut von Elternlinien von *Gossypium hirsutum* und *Gossypium barbadense* müssen sowohl die weibliche als auch die männliche Komponente mindestens 99,8 v.H. sortenrein sein, wenn fünf v.H. oder mehr samentragende Pflanzen pollenempfangende Blüten haben. Der Grad der männlichen Sterilität der samentragenden Elternlinie wird durch Prüfung der Blüten auf Vorhandensein steriler Antherenkulturen bewertet und darf 99,9 v.H. nicht unterschreiten.

b) in Beständen zur Erzeugung von zertifiziertem Saatgut von Hybridsorten von *Gossypium hirsutum* und/oder *Gossypium barbadense* müssen sowohl die samentragende Komponente als auch die Pollenelternlinie mindestens 99,5 v.H. sortenrein sein, wenn fünf v.H. oder mehr samentragende Pflanzen pollenempfangende Blüten haben. Der Grad der männlichen Sterilität der samentragenden Elternlinie wird durch Prüfung der Blüten auf Vorhandensein steriler Antherenkulturen bewertet und darf 99,7 v.H. nicht unterschreiten.

4. Das Vorhandensein von Schadorganismen, die den Saatwert beeinträchtigen, ist auf ein Mindestmaß beschränkt.

Bei *Glycine max.* gilt diese Voraussetzung insbesondere für die Organismen *Pseudomonas syringae* pv. *Glycinea*, *Diaporthe phaseolorum* var. *caulivora* und var. *sojae*, *Phialophora gregata* und *Phytophthora megasperma* f.sp. *glycinea*.

5. Die Einhaltung der oben genannten Normen und sonstigen Voraussetzungen wird bei Basissaatgut durch amtliche Feldbesichtigungen und bei zertifiziertem Saatgut durch amtliche Feldbesichtigungen oder durch amtlich überwachte Feldbesichtigungen geprüft. Diese Feldbesichtigungen werden unter folgenden Voraussetzungen durchgeführt:

A. Die Anbaubedingungen und der Entwicklungsstand des Bestandes gestatten eine ausreichende Prüfung.

B. Bei anderen Beständen als Hybridenbeständen von *Helianthus annuus*, *Brassica napus*, *Gossypium hirsutum* und *Gossypium barbadense* findet mindestens eine Feldbesichtigung statt.

Bei Beständen von Hybriden von *Helianthus annuus* erfolgen mindestens zwei Feldbesichtigungen.

Bei Beständen von Hybriden von *Brassica napus* erfolgen mindestens drei Feldbesichtigungen: - die erste vor der Blüte, die zweite während der frühen Blüte und die dritte am Ende der Blüte.

Bei Beständen von Hybriden von *Gossypium hirsutum* und/oder *Gossypium barbadense* erfolgen mindestens drei Feldbesichtigungen: - die erste während der frühen Blüte, die zweite vor Ende der Blüte und die dritte am Ende der Blüte nach Entfernen, soweit erforderlich, der Pollenelternpflanzen.

C. Die Größe, die Zahl und die Verteilung der Teile der Vermehrungsfläche, die zur Überprüfung der Einhaltung der Bestimmungen dieser Anlage zu besichtigen sind, werden nach geeigneten Methoden festgelegt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE II

ANFORDERUNGEN, DENEN DAS SAATGUT GENÜGEN MUSS

I. BASISSAATGUT UND ZERTIFIZIERTES SAATGUT

1. Das Saatgut ist ausreichend sortenecht und sortenrein. Insbesondere genügt das Saatgut der nachstehend aufgeführten Arten den folgenden Normen oder sonstigen Voraussetzungen:

Art und Kategorie	Mindestsortenreinheit (v.H.)
1	2
<i>Arachis hypogaea</i> :	
- Basissaatgut	99,7
- Zertifiziertes Saatgut	99,5
<i>Brassica napus</i> außer Hybriden, außer den Sorten ausschließlich zu Futterzwecken, <i>Brassica rapa</i> außer den Sorten ausschließlich zu Futterzwecken:	
- Basissaatgut	99,9
- Zertifiziertes Saatgut	99,7
<i>Brassica napus</i> außer Hybriden, Sorten ausschließlich zu Futterzwecken, <i>Brassica rapa</i> , Sorten ausschließlich zu Futterzwecken, <i>Helianthus annuus</i> , außer den Hybrid-sorten, einschließlich ihrer Bestandteile, <i>Sinapis alba</i> :	
- Basissaatgut	99,7
- Zertifiziertes Saatgut	99,0
<i>Linum usitatissimum</i> :	
- Basissaatgut	99,7
Zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung	98,0
Zertifiziertes Saatgut der zweiten und dritten Vermehrung	97,5
<i>Papaver somniferum</i> :	
- Basissaatgut	99,0
- Zertifiziertes Saatgut	98,0
<i>Glycine max</i> :	
- Basissaatgut	99,5
- Zertifiziertes Saatgut	99,0

Die Mindestsortenreinheit wird in der Regel bei Feldbesichtigungen nach den in Anlage I festgelegten Voraussetzungen geprüft.

Im Falle von Hybriden von *Brassica napus*, die unter Nutzung männlichen Sterilität erzeugt werden, muss das Saatgut den Anforderungen und Normen gemäß Buchstaben *a*) bis *d*) genügen.

Das Saatgut ist hinsichtlich der Sortenmerkmale seiner Komponenten, einschließlich der männlichen Sterilität oder der Restauration der Fruchtbarkeit, ausreichend sortenecht und sortenrein;

La die Sortenreinheit des Saatguts beträgt zumindest:

bei Basissaatgut, weibliche Komponente 99,0 v.H.

bei Basissaatgut, männliche Komponente 99,9 v.H.

Zertifiziertes Saatgut 90,0 v.H.

c) das Saatgut kann nur dann als zertifiziertes Saatgut zertifiziert werden, wenn das Basissaatgut, von dem es abstammt, amtlich oder unter amtlicher Überwachung auf Parzellen, auf denen Nachkontrollen durchgeführt werden, geprüft worden ist und die Ergebnisse dieser Prüfungen bekannt sind. Diese Prüfungen werden anhand von amtlich oder unter amtlicher Überwachung entnommenen Basissaatgutproben während der Wachstumsperiode des für die Zertifizierung als zertifiziertes Saatgut angegebenen Saatguts durchgeführt. Die Nachprüfung des Basissaatguts zielt darauf ab, festzustellen, ob das Basissaatgut die Anforderungen an die Saatgutidentität hinsichtlich der Merkmale der Komponenten, einschließlich der männlichen Sterilität und der Normen für das Basissaatgut die Anforderungen hinsichtlich der Mindestsortenreinheit gemäß Buchstabe *b*) erfüllt. Im Falle von Basissaatgut von Hybriden kann die Sortenreinheit nach geeigneten biochemischen Methoden bewertet werden.

d) die Beachtung der Normen für die Mindestsortenreinheit gemäß Buchstabe *b*) muss auf Parzellen, auf denen Nachkontrollen durchgeführt werden, durch amtliche oder unter amtlicher Überwachung durchgeführte Nachprüfungen einer angemessenen Menge amtlich entnommener Proben überwacht werden. Dabei können geeignete biochemische Methoden angewandt werden.

2. Kann die in Anlage I Nummer 3 Teil B Buchstabe *b*) Doppelbuchstabe *dd*) genannte Bedingung nicht erfüllt werden, so gilt folgende Bedingung: Sind bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut von Sonnenblumenhybriden eine männlich sterile weibliche Komponente und eine männliche Komponente verwendet worden, die die männliche Fruchtbarkeit nicht restauriert, so wird das von der männlichen sterilen Elternlinie erzeugte Hybridsaatgut im Verhältnis von höchstens 2:1 mit Saatgut gemischt, das mit einer männlich fruchtbaren Linie der weiblichen Komponente erzeugt worden ist: Das Verhältnis zwischen dem Saatgut der männlichen sterilen Elternlinie und der männlichen beträgt höchstens 2:1.

3. Das Saatgut genügt folgenden Normen der sonstigen Voraussetzungen hinsichtlich der Keimfähigkeit, der technischen Reinheit und des Anteils an Körnern anderer Pflanzenarten einschließlich *Orobanche* spp.:

A. Tabelle

Art und Kategorie	Mindestkeimfähigkeit (in v.H. der reinen Körner)	Technische Reinheit		Höchstanteil an Körnern anderer Pflanzenarten in einer Probe mit dem in Anlage III Spalte 4 angegebenen Gewicht (Gesamtzahl je Spalte)							Voraussetzungen hinsichtlich des Anteils an Körnern von Orobanchaceae
		Technische Mindest Reinheit (in v.H. des Gewichtes)	Höchstanteil an Körnern anderer Pflanzenarten (in v.H. des Gewichtes)	Andere Pflanzenarten	<i>Avena fatua</i> , <i>Avena ludoviciana</i> , <i>Avena sterilis</i>	<i>Cuscuta spp.</i>	<i>Raphanus raphanistrum</i>	<i>Rumex spp.</i> außer <i>Rumex acetosella</i>	<i>Alopecurus myosuroides</i>	<i>Lolium temutum</i>	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
<i>Arachis hypogaea</i>	70	99	-	5	0	0 (c)					
<i>Brassica spp.</i> :											
- Basissaatgut	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	2			
- Zertifiziertes Saatgut	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	5			
<i>Cannabis sativa</i>	75	98	-	30 (b)	0	0 (c)					(e)
<i>Carthamus tinctorius</i>	75	98	-	5	0	0 (c)					(e)
<i>Carum carvi</i>	70	97	-	25 (b)	0	0 (c) (d)	10		3		
<i>Gossypium spp.</i>	80	98	-	15	0	0 (c)					
<i>Helianthus annuus</i>	85	98	-	5	0	0 (c)					
<i>Linum usitatissimum</i> :											
Faserlein	92	99	-	15	0	0 (c) (d)			4	2	
Öllein	85	99	-	15	0	0 (c) (d)			4	2	
<i>Papaver somniferum</i>	80	98	-	25 (b)	0	0 (c) (d)					
<i>Sinapis alba</i> :											
- Basissaatgut	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	2			
- Zertifiziertes Saatgut	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	5			
<i>Glycine max</i> :	80	98	-	5	0	0 (c)					

(a) (b) (c) (d) (e): siehe B. weiter unten

B. Normen oder sonstige Voraussetzungen, die dann gelten, wenn darauf in der Tabelle zu Teil I Nummer 3 Buchstabe A dieses Anlages Bezug genommen wird:

a) Der in Spalte 5 ausgewiesene Höchstanteil an Körnern enthält auch die Körner der Arten aus den Spalten 6 bis 11.

Die zahlenmäßige Bestimmung des Gesamtanteils an Körnern anderer Pflanzenarten ist nur erforderlich, wenn Zweifel bestehen, ob die Voraussetzungen in Spalte 5 erfüllt sind.

c) Die zahlenmäßige Bestimmung der Körner von *Cuscuta Cuscutaur* spp. erforderlich, wenn Zweifel bestehen, ob die Voraussetzungen in Spalte 7 erfüllt sind.Ein Korn von *Cuscuta* spp. Gilt in einer Probe mit dem vorgeschriebenen Gewicht nicht als Unreinheit, wenn eine zweite Probe mit demselben Gewicht frei von *Cuscuta* spp. Ist.e) Das Saatgut ist frei von *Orobanchaceae* spp.; ein Korn von *Orobanchaceae* gilt in einer Probe von 100 g jedoch nicht als Unreinheit, wenn eine zweite Probe von 200 g frei von *Orobanchaceae* spp. ist.

4. Das Vorhandensein von Schadorganismen, die den Saatwert beeinträchtigen, ist auf ein Mindestmaß beschränkt. Insbesondere genügt das Saatgut folgenden Normen oder sonstigen Voraussetzungen:

Arten	Schadorganismen			
	Höchstanteil an befallenen Körnern (in v.H. je Spalte)			<i>Sclerotinia sclerotiorum</i> (Höchstanteil an Sklerotien oder Bruchstücken von Sklerotien in einer Probe mit dem in Anlage III Spalte 4 angegebenen Gewicht)
	<i>Botrytis</i> spp.	<i>Alternaria</i> spp., <i>Ascochyta linicola</i> (syn. <i>Phoma linicola</i>), <i>Colletotrichum lini</i> , <i>Fusarium</i> spp.	<i>Platyedra gossypiella</i>	
1	2	3	4	5
<i>Brassica napus</i>				10 (b)
<i>Brassica rapa</i>				5 (b)
<i>Cannabis sativa</i>	5			
<i>Gossypium</i> spp.			1	
<i>Helianthus annuus</i>	5			10 (b)
<i>Linum usitatissimum</i>	5	5 (a)		
<i>Sinapis alba</i>				5 (b)

(a) (b): siehe B. weiter unten

B. Normen oder sonstige Voraussetzungen, die gelten, wenn darauf in der Tabelle zu Teil 1 Nummer 4 Buchstabe A dieses Anlages Bezug genommen wird:

a) Bei Faserlein überschreitet der Höchstanteil an Körnern, die mit *Ascochyta linicola* (syn. *Phoma linicola*) befallen sind, nicht 1 v. H.

b) Die zahlenmäßige Bestimmung von Sklerotien oder Bruchstücken von Sklerotien von *Sclerotinia sclerotiorum* ist nur erforderlich, wenn Zweifel bestehen, ob die Voraussetzungen in Spalte 5 erfüllt sind.

C. Besondere Normen oder sonstige Voraussetzungen für *Glycine max.*:

Ein Befall mit *Pseudomonas syringae* pv. *glycinea* darf im Rahmen einer in fünf Unterstichproben unterteilten Stichprobe von mindestens 5 000 Körnern je Partie nur bei höchstens fünf Unterstichproben festgestellt werden.

Werden in allen fünf Unterstichproben verdächtige Kolonien festgestellt, so können geeignete biochemische Tests der auf einem besonderen Kulturmedium isolierten verdächtigen Kolonien einer jeden Unterstichprobe durchgeführt werden, um die Einhaltung vorstehender Normen oder Voraussetzungen zu bestätigen.

Der Höchstanteil an Körnern, der mit *Diaporthe phaseolorum* befallen ist, überschreitet nicht 15 v.H.

c) Der gewichtsmäßige Anteil an unschädlichen Verunreinigungen, der nach international üblichen Testmethoden bestimmt wird, überschreitet nicht 0,3 v.H.

II. HANDELSAATGUT

Die Voraussetzungen des Teils I in Anlage II gelten mit Ausnahme der Nummer 1 für Handelssaatgut.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

ANLAGE III
GEWICHTE DER PARTIEN UND PROBEN

Arten	Höchstgewicht einer Partie (in Tonnen)	Mindestgewicht einer aus einer Partie zu ziehenden Probe (in Gramm)	Gewicht einer Teilprobe für die Auszählung gemäß Anlage II, Teil I, Punkt 2), Buchstabe A, Spalten 5 bis 11 und gemäß Anlage II, Teil I, 4, Buch- stabe A, Spalten 5 (in Gramm)
1	2	3	4
<i>Arachis hypogaea:</i>	25	1000	1000
<i>Brassica rapa</i>	10	200	200
<i>Brassica juncea</i>	10	100	100
<i>Brassica napus</i>	10	200	200
<i>Brassica nigra</i>	10	100	100
<i>Cannabis sativa</i>	10	600	600
<i>Carthamus tinctorius</i>	25	900	900
<i>Carum carvi</i>	10	200	200
<i>Gossypium spp.</i>	25	1000	1000
<i>Helianthus annuus</i>	25	1000	1000
<i>Linum usitatissimum</i>	10	300	300
<i>Papaver somniferum</i>	10	50	50
<i>Sinapis alba</i>	10	400	400
<i>Glycine max</i>	25	1000	1000

Das Höchstgewicht einer Partie darf nicht um mehr als 5 v.H. überschritten werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE IV

ETIKETT

A. Vorgeschriebene Angaben:

a) Bei Basissaatgut und zertifiziertem Saatgut:

1. «Regelungen und EG-Normen».
2. Anerkennungsstelle und Mitgliedstaat oder deren Zeichen.
3. Monat und Jahr der Verschließung, ausgedrückt durch den Vermerk: «verschlossen» (Monat und Jahr) oder Monat und Jahr der letzten für die Entscheidung über die Anerkennung bestimmten amtlichen Probenahme, ausgedrückt durch den Vermerk «Probenahme» (Monat und Jahr).
4. Bezugsnummer der Partie.
5. Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt ohne Namen der Autoren).
6. Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben.
7. Kategorie
8. Erzeugerland.
9. Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht.
10. Bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmasse oder sonstigen festen Zusätzen die Art des Zusatzes sowie das ungefähre Verhältnis zwischen dem Gewicht der reinen Körner und dem Gesamtgewicht.

11. Bei Hybridsorten oder Inzuchtlinien:

— für Basissaatgut, bei dem die Einfachhybride oder Inzuchtlinie, der das Basissaatgut angehört, gemäß der Richtlinie 70/457/EG amtlich zugelassen worden ist:

Bezeichnung der Komponente, unter dem diese amtlich zugelassen worden ist, mit oder ohne Angabe der Sorte, im Fall von Einfachhybriden oder Inzuchtlinien, die ausschließlich dazu bestimmt sind, als Komponenten für die Erzeugung von Sorten verwendet zu werden, mit dem Zusatz «Komponente»;

— für Basissaatgut in anderen Fällen:

Bezeichnung der Komponente, der das Basissaatgut angehört, die kodiert angegeben werden kann, ergänzt durch die Angabe der Sorte, mit oder ohne Angabe ihrer Funktion (männliche oder weibliche Komponente), mit dem Zusatz «Komponente»;

— für zertifiziertes Saatgut:

Bezeichnung der Sorte, der das Saatgut angehört, mit den Zusatz «Hybrid».

12. Zusätzlich können die Worte «Erneut geprüft (Monat und Jahr) und die für die Überprüfung verantwortliche Stelle angegeben werden, wenn mindestens die Keimfähigkeit erneut geprüft wurde. Diese Angaben können auf einem auf dem amtlichen Etikett angebrachten amtlichen Aufkleber vermerkt werden.

b) für zertifiziertes Saatgut einer Verbundsorte:

Für die in Punkt a) verlangte Information, reicht abgesehen von der Tatsache, dass der Name der Sorte durch den Namen der Verbundsorte ersetzt werden muss (Information «Verbundsorte» und ihr Name), und dass die gewichtsmäßigen Anteile der verschiedenen Bestandteile pro Sorte angegeben werden müssen, die Angabe des Namens der Verbundsorte aus, wenn der gewichtsmäßige Anteil dem Käufer auf seine Anfrage hin schriftlich mitgeteilt und amtlich eingetragen wurde.

c) Für Handelssaatgut:

1. «Regelungen und EG-Normen».

2. «Handelssaatgut (nicht nach der Sorte anerkannt)».

3. Prüfungsstelle und Mitgliedstaat oder deren Zeichen.

4. Monat und Jahr der Verschließung, ausgedrückt durch den Vermerk, Verschließung» (Monat und Jahr).

5. Bezugsnummer der Partie.

6. Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren).

7. Aufwuchsgebiet.

8. Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht.

9. Bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmasse oder sonstigen festen Zusätzen die Art des Zusatzes sowie das ungefähre Verhältnis zwischen dem Gewicht der reinen Körner und dem Gesamtgewicht

10. Zusätzlich können die Worte «Erneut geprüft (Monat und Jahr)» und die für die Überprüfung verantwortliche Stelle angegeben werden, wenn mindestens die Keimfähigkeit erneut geprüft wurde. Diese Angaben können auf einem auf dem amtlichen Etikett angebrachten amtlichen Aufkleber vermerkt werden.

B. Mindestgröße:

110 mm x 67 mm

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

ANLAGE V

ETIKETT UND BESCHEINIGUNG FÜR NOCH NICHT ENDGÜLTIG ANERKANNTES SAATGUT,
DAS IN EINEM ANDEREN MITGLIEDSTAAT GEERNTET WURDE

A. Für das Etikett vorgeschriebene Angaben

— Für die Feldbesichtigung zuständige Behörde und Mitgliedstaat oder deren Zeichen.

— Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren).

— Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben: bei Sorten (Inzuchtlinien, Hybriden), die nur als Komponente zur Erzeugung von Hybridsorten verwendet werden sollen, wird das Wort «Komponente» angefügt.

— Kategorie

— bei Hybridsorten das Wort «Hybrid»

— Kennnummer des Feldes oder der Partie.

— Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht;

— Die Worte: «noch nicht endgültig anerkanntes Saatgut».

B. Etikettfarbe:

— Das Etikett ist grau.

C. Für die Bescheinigung vorgeschriebene Angaben:

— Ausstellende Behörde.

— Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt ohne Namen der Autoren).

- Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben.
 - Kategorie.
 - Bezugsnummer des zur Aussaat verwendeten Saatguts und Land bzw. Länder, die dieses Saatgut anerkannt haben.
 - Kennnummer des Feldes oder der Partie.
 - Anbaufläche der Partie, für die die Bescheinigung gilt.
 - Menge des geernteten Saatguts und Anzahl der Packungen.
 - Bei zertifiziertem Saatgut die Vermehrungsstufe nach Basissaatgut.
 - Bestätigung, dass der Feldbestand, aus dem das Saatgut stammt, die gestellten Bedingungen erfüllt hat.
 - Gegebenenfalls die Ergebnisse einer vorläufigen Saatgutanalyse.
- Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen als Anlage beigefügt zu werden.
- Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 999

[C — 2006/27042]

**9 FEBRUARI 2006. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad
van oliehoudende planten en vezelgewassen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1998 en 5 februari 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 2004 betreffende het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen;

Gelet op Richtlijn 2002/57/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen;

Gelet op Richtlijn 2004/117/EG van de Raad van 22 december 2004 tot wijziging van de Richtlijnen 66/401/EEG, 66/402/EEG, 2002/54/EG, 2002/55/EG en 2002/57/EG met betrekking tot onderzoeken onder officieel toezicht en de gelijkwaardigheid van in derde landen geproduceerd zaaizaad;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen;

Gelet op Richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen;

Gelet op Beschikking 2004/842/EG van de Commissie van 1 december 2004 tot vaststelling van uitvoeringsregels volgens welke de lidstaten toestemming kunnen geven voor het in de handel brengen van zaai- of pootgoed van rassen waarvoor de opname in de nationale rassenlijst voor landbouw- of groentegewassen is aangevraagd;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid, d.d. 16 januari 2006;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen van Richtlijn 2004/117/EG onverwijld moeten worden omgezet en uiterlijk 1 oktober 2005;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I — Definitie en toepassingsgebied

Artikel 1. § 1^{er}. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° in de handel brengen : de verkoop, het bezit met het oog op de verkoop, het aanbieden voor verkoop en iedere beschikbaarstelling, levering of overdracht van zaaizaad aan derden met het oog op commercieel gebruik, tegen of zonder vergoeding.

Onder « in de handel brengen » wordt niet verstaan de handel in zaaizaad die niet is gericht op commercieel gebruik van het ras, zoals de volgende handelingen :

a) beschikbaar stellen van zaaizaad van officiële onderzoeks- en controle instanties;

b) levering van zaaizaad aan verleners van diensten voor het bereiden of de verpakking, voorzover de verlener van diensten geen rechten op het geleverde zaaizaad verwerft.

Onder « in de handel brengen » wordt niet verstaan het leveren van zaaizaad onder bepaalde voorwaarden aan verleners van diensten voor de productie van bepaalde landbouwgrondstoffen voor industriële doeleinden, of voor vermeerdering van zaaizaad voor dat doel, voor zover de dienstverlener geen rechten op het geleverde zaaizaad of op de opbrengst van de oogst verwerft. De leverancier van het zaaizaad verstrekt de Dienst een afschrift van de betrokken delen van het contract met de dienstverlener, en daarin wordt vermeld aan welke normen en voorwaarden het verstrekte zaaizaad op dat moment voldoet.

De voorwaarden voor de uitvoering van deze bepaling worden volgens de beslissingen van de Europese Unie vastgesteld door de Minister;

2° oliehoudende planten en vezelgewassen : planten van de navolgende geslachten en soorten :

- a) Aardnoot, *Arachis hypogaea* L.;
- b) Sareptamosterd, *Brassica juncea* (L.) Czernj.en Cosson;
- c) Koolzaad, *Brassica napus* L. (partim);
- d) Bruine mosterd, *Brassica nigra* (L.) Koch;
- e) Raapzaad, *Brassica rapa* L. var. *silvestris* (Lam.) Briggs;
- f) Hennep, *Cannabis sativa* L.;
- g) Saffloer, *Carthamus tinctorius* L.;
- h) Karwij, *Carum carvi* L.;
- i) Soja, *Glycine max* (L.) Merr.;
- j) Katoen, *Gossypium* spp.;
- k) Zonnebloem, *Helianthus annuus* L.;
- l) Vezelvlas, oliehoudend vlas, *Linum usitatissimum* L.;
- m) Blauwmaanzaad, *Papaver somniferum* L.;
- n) Gele mosterd, *Sinapis alba* L.;

3° prebasiszaad : kwekerszaad van generaties die aan het basiszaad voorafgaan, dat is voortgebracht onder de verantwoordelijkheid van de kweker volgens de regels voor de stelselmatige instandhouding met betrekking tot het ras, dat door een tot keuring bevoegde dienst officieel is onderzocht en goedgekeurd volgens de voor de keuring van basiszaad geldende voorschriften;

4° basiszaad (andere rassen dan hybriden) : zaad,

a) dat is voortgebracht onder de verantwoordelijkheid van de kweker volgens de regels voor de stelselmatige instandhouding met betrekking tot het ras, in voorkomend geval uit prebasiszaad;

b) dat is bestemd voor de voortbrenging van zaad, hetzij van de categorie « gecertificeerd zaad », hetzij van de categorieën « gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering » of « gecertificeerd zaad van de tweede vermeerdering » of « gecertificeerd zaad van de derde vermeerdering »;

c) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5, voldoet aan de in de bijlagen I en II van dit besluit, voor basiszaad opgesomde voorwaarden; en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage II bedoelde voorwaarden, bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet.

Voor zaad van vlas kan de productie van basiszaad gebeuren in één of twee vermeerderingscycli. In dit geval wordt de categorie basiszaad onderverdeeld in basiszaad E2 voor de eerste generatie afkomstig van prebasiszaad, en basiszaad E3 voor de tweede generatie vanaf prebasiszaad;

5° basiszaad (hybriden) :

1. basiszaad van ingeteelde stammen : zaad,

a) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5, voldoet aan de in de bijlagen I en II voor basiszaad opgesomde voorwaarden; en

b) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage II bedoelde voorwaarden, bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punt a) vastgestelde voorwaarden voldoet;

2. basiszaad van enkele hybriden : zaad,

a) dat bestemd is voor de voortbrenging van drieweg-hybriden of dubbele hybriden;

b) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5, voldoet aan de in de bijlagen I en II voor basiszaad opgesomde voorwaarden; en

b) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage II bedoelde voorwaarden, bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a) en b) vastgestelde voorwaarden voldoet;

6° gecertificeerd zaad (raapzaad, sarepta - mosterd, koolzaad, bruine mosterd, tweehuizige hennep, saffloer, karwij, zonnebloem, blauwmaanzaad, gele mosterd) : zaad :

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of, op verzoek van de kweker, van prebasiszaad;

b) dat is bestemd voor het telen van oliehoudende planten en vezelgewassen, met andere doeleinden dan de voortbrenging van zaaizaad;

c) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5, § 2, voldoet aan de in bijlagen I en II, voor gecertificeerd zaad vastgestelde voorwaarden; en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

7° gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering (aardnoten, eenhuizig hennep, vezelvlas, oliehoudend vlas, soja, katoen) : zaad :

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of, op verzoek van de kweker, van prebasiszaad;

b) dat is bestemd voor de voortbrenging van zaad van de categorie « gecertificeerd zaad van de tweede vermeerdering », dan wel, in voorkomend geval, van de categorie « gecertificeerd zaad van de derde vermeerdering », of voor het telen van oliehoudende planten en vezelgewassen met andere doeleinden dan de voortbrenging van zaaizaad;

c) dat voldoet aan de in bijlagen I en II voor gecertificeerd zaad opgesomde voorwaarden; en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

8° gecertificeerd zaad van de tweede vermeerdering (aardnoten, vezelvlas, oliehoudend vlas, soja, katoen) : zaad :

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad, van gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering of, op verzoek van de kweker, van prebasiszaad;

b) dat is bestemd voor het telen van oliehoudende planten en vezelgewassen met andere doeleinden dan de voortbrenging van zaaizaad, dan wel in voorkomend geval, voor het telen van de categorie « gecertificeerd zaad van de derde vermeerdering »;

c) dat voldoet aan de in de bijlagen I en II voor gecertificeerd zaad opgesomde voorwaarden; en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

9° gecertificeerd zaad van de tweede vermeerdering (eenhuizige hennep) : zaad,

a) dat rechtstreeks afkomstig is van gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering en dat inzonderheid met het oog op de voortbrenging van gecertificeerd zaad van de tweede vermeerdering is verkregen en officieel is gecontroleerd;

b) dat bestemd is voor het telen van hennep die in de bloeitijd moet worden geogst;

c) dat voldoet aan de in de bijlagen I en II voor gecertificeerd zaad opgesomde voorwaarden; en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

10° gecertificeerd zaad van de derde vermeerdering (vezelvlas, oliehoudend vlas) : zaad :

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad, van gecertificeerd zaad van de eerste of tweede vermeerdering of, op verzoek van de kweker, van prebasiszaad;

b) dat is bestemd voor het telen van planten van oliehoudende planten en vezelgewassen, met andere doeleinden dan de voortbrenging van zaaizaad;

c) dat voldoet aan de in de bijlagen I en II voor gecertificeerd zaad opgesomde voorwaarden; en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

11° handelszaad : zaad :

a) dat soortecht is;

b) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5, § 2, voldoet aan de in de bijlagen II voor handelszaad opgesomde voorwaarden; en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

12° mengras : een aan de certificeringsdienst gemeld mengsel van gecertificeerd zaad van een bepaalde bestuiverafhankelijke hybride die officieel is toegelaten overeenkomstig Richtlijn 2002/53/EG, met gecertificeerd zaad van één of meer bepaalde, eveneens toegelaten, bestuivers, dat mechanisch is samengesteld in een verhouding, gezamenlijk bepaald door de personen die voor de instandhouding van deze componenten verantwoordelijk zijn;

13° bestuiverafhankelijke hybride : de mannelijke steriele component in het « mengras » (vrouwelijke component);

14° bestuiver(s) : de stuifmeel leverende component in « het mengras » (mannelijke component);

15° officiële maatregelen : maatregelen die uitgaan van of verricht worden :

a) door autoriteiten van een staat;

b) door publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen handelend onder de verantwoordelijkheid van een staat;

c) voor hulpwerkzaamheden, door beëdigde natuurlijke personen handelend onder het toezicht van een staat, mits de personen, genoemd onder b) en c), geen bijzonder voordeel ontleen aan de resultaten van deze maatregelen;

16° derde land : land dat geen lid is van de Europese Gemeenschap;

17° gemeenschappelijke rassenlijst : de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen vastgesteld bij Richtlijn 2002/53/EEG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen;

18° nationale rassencatalogi : de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen vastgesteld bij het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen;

19° Minister : de Minister die bevoegd is voor Landbouw;

20° Dienst : de Directie Productkwaliteit van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest die voor de keuring bevoegd is.

§ 2. Overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie, kan de Minister wijzigingen aanbrengen aan de in § 1, 2°, vermelde rassenlijst.

§ 3. Overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie kan de Minister specificeren en bepalen welke typen rassen, met inbegrip van de kruisingspartners, in aanmerking komen voor keuring volgens de voorwaarden van dit besluit.

§ 4. Wijzigingen in § 1, onder 4° en 5°, met het oog op de opnemings in de werkingssfeer van dit besluit van hybriden van oliehoudende planten en vezelgewassen, die niet tot de zonnebloemhybriden behoren, worden vastgesteld door de Minister overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie.

Art. 2. Dit besluit heeft betrekking op de productie met het oog op het in de handel brengen en het in de handel brengen binnen de Europese Unie van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen dat voor landbouwproductie, met uitzondering van sierdoeleinden, bestemd is. Het geldt niet voor oliehoudende planten en vezelgewassen waarvan is aangetoond dat het bestemd is voor uitvoer naar derde landen indien het als dusdanig wordt geïdentificeerd en voorzover de bestemming kan worden aangetoond.

Dit besluit wordt genomen onverminderd de federale bevoegdheden inzake fytosanitaire aangelegenheden en, inzonderheid, de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen.

HOOFDSTUK II. — *De certificering en het in de handel brengen*

Art. 3. § 1. Zaaizaad van de volgende planten mag alleen in de handel gebracht worden als het officieel goedgekeurd is als « prebasiszaad », « basiszaad » of « gecertificeerd zaad » :

- 1° Koolzaad, *Brassica napus* L. (partim);
- 2° Raapzaad, *Brassica rapa* L. var. *silvestris* (Lam.) Briggs;
- 3° Hennep, *Cannabis sativa* L.;
- 4° Saffloer, *Carthamus tinctorius* L.;
- 5° Karwij, *Carum carvi* L.;
- 6° Katoen, *Gossypium* spp.;
- 7° Zonnebloem, *Helianthus annuus* L.;
- 8° Vezelvlas, oliehoudend vlas, *Linum usitatissimum* L.;

§ 2. Zaaizaad van andere soorten oliehoudende planten en vezelgewassen dan die welke opgesomd worden in § 1, mag alleen in de handel worden gebracht als het gaat om officieel goedgekeurd « prebasiszaad », « basiszaad » of « gecertificeerd zaad », of om handelszaad.

§ 3. Zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen mag niet in de handel worden gebracht als het gaat om een soort die opgenomen is in de gemeenschappelijke rassenlijst of de nationale rassencatalogi.

§ 4. Zaad van oliehoudende planten en vezelgewassen mag in de handel worden gebracht in de vorm van een mengras. De zaadcoating van de bestuiverafhankelijke hybride wordt anders gekleurd dan die van de bestuiver.

Art. 4. In afwijking van de bepalingen van artikel 3 is de handel van niet-bewerkt zaad met het oog op het bereiden en de verpakking daarvan toegelaten, voorzover de identiteit ervan officieel gewaarborgd is.

Art. 5. § 1. Prebasiszaad en basiszaad dat niet voldoet aan de voorwaarden voor de kiemkracht gesteld in bijlage II mogen, in afwijking van artikel 3, officieel gecertificeerd worden en in de handel worden gebracht op voorwaarde dat de leverancier een bepaalde kiemkracht waarborgt. Die kiemkracht wordt, voor het in de handel brengen, door de leverancier op een speciaal etiket samen met zijn naam en adres en het nummer van de partij vermeld.

§ 2. In het belang van een snelle voorziening met zaad, mag, in afwijking van artikel 3, elk « basiszaad », « gecertificeerd zaad » of « handelszaad », waarbij het officiële onderzoek in verband met de in bijlage II opgesomde voorwaarden met betrekking tot de kiemkracht nog niet voltooid is, officieel gecertificeerd of toegelaten worden en in de handel gebracht worden tot en met de eerste commerciële afnemer. De certificering of toelating geschiedt uitsluitend indien een verslag van de voorlopige analyse van het zaad wordt overgelegd en indien de naam en het adres van de eerste afnemer worden vermeld. De leverancier moet de kiemkracht waarborgen die vastgesteld is bij de voorlopige analyse. Voor het in de handel brengen wordt die kiemkracht op een speciaal etiket met de naam en het adres van de leverancier en het referentienummer van de partij vermeld.

§ 3. Deze bepalingen zijn niet van toepassing op zaad dat wordt ingevoerd uit derde landen, behoudens in de gevallen bedoeld in artikel 15 betreffende de vermeerdering buiten de Europese Unie.

Art. 6. § 1. In afwijking van artikel 3 worden de op het Waalse grondgebied gevestigde producenten ertoe gemachtigd om kleine hoeveelheden zaad voor wetenschappelijke of kweekdoeleinden in de handel te brengen.

§ 2. In afwijking van artikel 3 kan de Dienst de op het Waalse grondgebied gevestigde producenten ertoe machtigen om passende hoeveelheden zaad voor andere onderzoeks- of beproevingsdoeleinden in de handel te brengen, voorzover het gaat om zaad van een ras waarvoor een aanvraag tot opneming in de nationale rassencatalogi is ingediend. De bepalingen van Beschikking 2004/842/EG van de Commissie van 1 december 2004 tot vaststelling van uitvoeringsregels volgens welke de lidstaten toestemming kunnen geven voor het in de handel brengen van zaai- of pootgoed van rassen waarvoor de opname in de nationale rassenlijst voor landbouw- of groentegewassen is aangevraagd, zijn daartoe van toepassing.

§ 3. In geval van genetisch gemodificeerd materiaal is de handel van de in §§ 1 en 2 bedoelde zaden enkel toegestaan als het voldoet aan de voorwaarden van de wetgeving over de introductie en het in de handel brengen van genetisch gemodificeerd materiaal.

Art. 7. De Minister kan om gegronde economische redenen, wat de inlandse productie betreft, voor de keuring van prebasiszaad, basiszaad en gecertificeerd zaad, alsook voor de toelating van handelszaad, strengere voorwaarden stellen dan die opgenomen in bijlagen I en II.

Art. 8. De voor de keuring eventueel vereiste beschrijving van de genealogische bestanddelen wordt, op verzoek van de kweker, geheim gehouden.

Art. 9. § 1. Prebasiszaad, basiszaad, gecertificeerd zaad en handelszaad mogen alleen in de handel gebracht worden in voldoende homogene partijen en in een gesloten verpakking, die overeenkomstig artikelen 10, 11 en 12 is voorzien van een sluitingssysteem en een aanduiding.

§ 2. De Minister kan afwijkingen van § 1 vaststellen met betrekking tot verpakking, sluitingssysteem en aanduiding voor het in de handel brengen van kleine hoeveelheden ten behoeve van de laatste gebruiker.

Art. 10. § 1. Verpakkingen van prebasiszaad, basiszaad, gecertificeerd zaad en handelszaad zijn officieel of onder officieel toezicht zodanig gesloten dat ze niet kunnen worden geopend zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd of het in artikelen 11 en 12 bedoelde officiële etiket of de verpakking sporen van manipulatie vertoont.

Voor een goede sluiting moet tenminste het officiële etiket in het sluitingssysteem worden verwerkt ofwel moet op de sluiting een officiële zegel worden aangebracht.

Deze maatregelen zijn echter niet beslist noodzakelijk voor een sluitingssysteem dat niet opnieuw kan worden gebruikt.

§ 2. Een, eventueel herhaalde, nieuwe sluiting mag slechts officieel of onder officieel toezicht geschieden. In dat geval wordt op het in de artikelen 11 en 12 voorgeschreven etiket ook melding gemaakt van de laatste sluiting, van de datum daarvan en van de dienst die haar heeft verricht.

§ 3. De Minister kan afwijkingen van § 1 vaststellen voor kleine verpakkingen gesloten op het Waalse grondgebied overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie.

Art. 11. Verpakkingen van basiszaad, gecertificeerd zaad en handelszaad :

1° Zijn aan de buitenkant voorzien van een nog niet gebruikt officieel etiket dat voldoet aan de vereisten van bijlage IV en waarvan de gegevens gesteld zijn in een van de officiële talen van de Europese Unie.

De kleur van het etiket is wit voor basiszaad, blauw voor gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering vanaf basiszaad, rood voor gecertificeerd zaad van volgende vermeerderingen vanaf basiszaad en bruin voor handelszaad. De kleur van het etiket is blauw met een diagonaal lopende groene streep voor gecertificeerd zaad van een mengras. Als in het etiket een gaatje is gemaakt, wordt bij de bevestiging van dat etiket steeds een officiële zegel gebruikt. Als, in een geval als bedoeld in artikel 5, § 1, het basiszaad niet voldoet aan de voorwaarden van bijlage II met betrekking tot de kiemkracht, is dat op het etiket vermeld. Het gebruik van officiële kleefetiketten is toegestaan.

De voorgeschreven aanduidingen mogen onder officieel toezicht op de verpakking worden aangebracht volgens de voorwaarden vastgelegd bij Beschikking 97/125/CE van de Commissie van 24 januari 1997 houdende machtiging om de voorgeschreven gegevens onuitwisbaar aan te brengen op de verpakkingen van zaaizaad van olie- en vezelgewassen en tot wijziging van Beschikking 87/309/EEG houdende machtiging om de voorgeschreven gegevens onuitwisbaar aan te brengen op de verpakkingen van zaaizaad van bepaalde soorten van voedergewassen;

2° bevatten een officieel certificaat in de kleur van het etiket en met ten minste de gegevens die in bijlage IV, deel A, sub a), punt 4, 5 en 6 voor het etiket en sub c), punt 2, 5 en 6, voor handelszaad zijn voorgeschreven. Het certificaat heeft een zodanige vorm dat het niet kan worden verward met het in punt 1° bedoelde etiket.

Het certificaat is niet vereist als de gegevens onuitwisbaar op de verpakking zijn aangebracht of als overeenkomstig het bepaalde in punt 1° een kleefetiket of een etiket van scheurvrij materiaal is gebruikt.

Art. 12. De verpakkingen van prebasiszaad zijn aan de buitenkant voorzien van een officieel etiket dat voldoet aan de vereisten van bijlage IV, deel A, en waarvan de gegevens gesteld zijn in een van de officiële talen van de Europese Unie. Dat etiket vermeldt bovendien het aantal generaties dat aan het zaad van de categorie « gecertificeerd zaad » of « gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering » voorafgaat.

Het etiket is wit van kleur en heeft een diagonaal lopende paarse streep. Indien, in het geval als bedoeld in artikel 5, § 1, het prebasiszaad niet voldoet aan de voorwaarden van bijlage II, met betrekking tot de kiemkracht, is dit op het etiket vermeld.

Art. 13. Voor zaad van een ras dat genetisch is gemodificeerd, moet op elk officieel dan wel ander etiket of document dat krachtens het bepaalde in dit besluit op de partij zaad is aangebracht of deze partij vergezelt, duidelijk zijn vermeld dat het ras genetisch is gemodificeerd, onverminderd de bepalingen van Verordening (EG) nr. 1830/2003 van het Europees Parlement en de Raad van 22 september 2003 betreffende de traceerbaarheid en etikettering van genetisch gemodificeerde organismen en de traceerbaarheid van met genetisch gemodificeerde organismen geproduceerde levensmiddelen en diervoeders en tot wijziging van Richtlijn 2001/18/EG.

Art. 14. In geval van een chemische behandeling van het prebasiszaad, het basiszaad, of het gecertificeerd zaad, moet hiervan op het officiële etiket dan wel op een etiket van de leverancier alsmede op of in de verpakking melding zijn gemaakt. Bovendien dient de naam van elke werkzame stof van het of de gebruikte product(en) vermeld te worden op een door de leverancier aangebracht aanvullend etiket.

Het is verboden zaaizaad in de handel te brengen dat scheikundig werd behandeld met een product dat hiertoe niet werd erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik. Voor zaaizaad dat reeds scheikundig behandeld wordt ingevoerd, volstaat evenwel dat de werkzame bestanddelen werden toegelaten overeenkomstig de voormelde reglementering.

Art. 15. § 1. Zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen :

1° dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering dat officieel is goedgekeurd in één of meer lidstaten of in een derde land dat krachtens artikel 16 gelijkstelling heeft verkregen, of dat rechtstreeks afkomstig is van kruising van basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een lidstaat met basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een dergelijk derde land en

2° geogst in een andere lidstaat, wordt, op verzoek, en onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen officieel goedgekeurd als gecertificeerd zaad, wanneer het is onderworpen aan een veldkeuring die voldoet aan de in bijlage I voor de betrokken categorie vermelde voorwaarden en wanneer bij een officieel onderzoek is vastgesteld dat het voldoet aan de in bijlage II voor dezelfde categorie vastgestelde voorwaarden.

Wanneer in dergelijke gevallen het zaad rechtstreeks is gewonnen uit officieel goedgekeurd zaad van vermeerderingen die aan het basiszaad voorafgaan, kan het officieel goedgekeurd worden als basiszaad, als voldaan is aan de voor deze categorie vastgestelde voorwaarden.

§ 2. Zaad van oliehoudende planten en vezelgewassen dat in de Europese Unie is geogst en bestemd is voor goedkeuring overeenkomstig het bepaalde in § 1, moet :

1° worden verpakt en voorzien van een officieel etiket dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage V, deel A en B, overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, § 1, en,

2° vergezeld gaan van een officieel document dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage V, deel C.

§ 3. Zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen geogst in een derde land, wordt, op verzoek, officieel goedgekeurd als gecertificeerd zaad, wanneer :

1° het rechtstreeks afkomstig is van :

a) basiszaad of gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering dat officieel is goedgekeurd in één of meerdere lidstaten of in een derde land dat krachtens artikel 16 gelijkstelling heeft verkregen, of

b) kruising van basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een lidstaat met basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een derde land bedoeld in punt a);

2° indien het is onderworpen aan een veldkeuring die voldoet aan de voorwaarden die zijn vastgesteld in een beschikking betreffende de gelijkstelling genomen door de Europese Unie overeenkomstig de bepalingen van Richtlijn 2002/57/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen;

3° bij een officieel onderzoek is gebleken dat de in bijlage II voor dezelfde categorie vastgestelde voorwaarden zijn vervuld.

Art. 16. § 1. Zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen, ander dan prebasiszaad, dat in een derde land is geoogst, mag enkel in de handel gebracht worden indien de Raad van de Europese Unie vooraf heeft vastgesteld dat het in dit land geoogste zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen dezelfde waarborgen biedt ten aanzien van de eigenschappen daarvan, alsmede van de toepassing van de maatregelen betreffende het onderzoek, de verzekering van de identiteit, de aanduiding en de controle, in dit opzicht gelijkwaardig is aan zaad dat in de Europese Unie is geoogst en beantwoordt aan de bepalingen van Richtlijn 2002/57/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen.

§ 2 De bepalingen van § 1 zijn eveneens van toepassing :

1° op prebasiszaad, met dien verstande dat dit zaad alleen in de handel mag worden gebracht als de gelijkwaardigheid voor het basiszaad werd vastgesteld;

2° op het zaaizaad dat werd geoogst in iedere nieuwe lidstaat gedurende de periode vanaf zijn toetreding tot het tijdstip waarop hij aan de bepalingen van voormelde Richtlijn 2002/57/EG moet voldoen.

Art. 17. § 1. Ten einde tijdelijke moeilijkheden op te heffen die zich voordoen bij de algemene voorziening met basiszaad of in de Europese Unie gecertificeerd zaad en die niet op een andere manier kunnen worden overwonnen, kan de Dienst, mits hiertoe gemachtigd te zijn door de Europese Commissie volgens de procedure vastgelegd bij Richtlijn 2002/57/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen, het zaad van een categorie waaraan minder strenge eisen zijn gesteld of zaad van rassen die noch in de « gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen », noch in de nationale rassencatalogus voorkomen, tot de handel toelaten. Deze machtiging heeft betrekking op een vastgestelde periode en betreft de nodige hoeveelheden zaad voor het oplossen van de voorzieningsmoeilijkheden.

§ 2. Als het een categorie zaad van een bepaald ras betreft, is het officiële etiket het etiket dat voor de overeenkomstige categorie is vastgesteld. Bij zaad van rassen die niet op bovengenoemde lijsten voorkomen, is het officiële etiket het voor handelszaad voorgeschreven etiket.

Op het etiket moet steeds worden vermeld dat het zaad betreft van een categorie waarvoor minder strenge eisen gelden.

Art. 18. De Minister kan de bijlagen van dit besluit aanvullen en wijzigen, wegens de ontwikkeling van de wetenschappelijke of technische kennis, overeenkomstig de voorschriften van de instellingen van de Europese Unie.

HOOFDSTUK III. — *De keuring*

Art. 19. De dienst is belast met de uitvoering van de controle op de productie van het inlandse zaaizaad.

Deze controle omvat o.a. :

1° het onderzoek naar de ontvankelijkheid van de aanvragen tot keuring van teelten bestemd voor de productie van zaaizaad;

2° de keuring van het gewas op het veld;

3° het toezicht op de geoogste producten bij het vervoer, de inontvangstname, het opslaan, het bereiden en het conditioneren;

4° het onderzoek in laboratoria;

5° het toezicht op het verrichten van de officiële sluitingen en het aanbrengen van officiële etiketten en certificaten overeenkomstig de bepalingen van artikelen 9, 10, 11, 12;

6° de controle op de veldkeuringen, monsternemingen en onderzoeken in laboratoria onder officieel toezicht die vermeld zijn in artikel 20, §§ 1, 2 en 3.

De keuring schept voor de Dienst geen enkele specifieke verantwoordelijkheid waarop een eis tot schadevergoeding zou kunnen gegrond worden.

Art. 20. § 1. Wanneer de onderzoeken onder officieel toezicht bedoeld in artikel 1, § 1, 4°, *d*, in artikel 1, § 1, 5°, *b*, in artikel 1, § 1, 5°, *c*, in artikel 1, § 1, 6°, *d*, in artikel 1, § 1, 7°, *d*, in artikel 1, § 1, 8°, *d*, in artikel 1, § 1, 9°, *d*, in artikel 1, § 1, 10°, *d* en § 1, 11°, *c*, worden verricht, moeten de volgende voorwaarden voor veldkeuringen worden nageleefd :

1° de keurmeesters :

a) moeten over de nodige technische vakbekwaamheid beschikken;

b) halen geen persoonlijk voordeel uit de door hen uitgevoerde keuringen;

c) zijn officieel erkend door de Dienst. Deze erkenning moet een door de keurmeesters ondertekende verklaring omvatten dat zij zich ertoe verbinden de regels inzake officiële onderzoeken in acht te nemen;

d) moeten de keuringen onder officieel toezicht uitvoeren overeenkomstig de regels die voor officiële keuringen gelden;

2° het te keuren zaadgewas wordt geproduceerd uit zaad waarop een officiële nacontrole is uitgevoerd waarvan de resultaten bevredigend waren;

3° een gedeelte van het zaad wordt door officiële keurmeesters gecontroleerd. Dat gedeelte is minstens gelijk aan 5 %;

4° een gedeelte van de monsters van het van de zaadgewassen geoogste zaad wordt gebruikt voor officiële nacontrole en, zo nodig, voor officiële laboratoriumtesten om de rasechtheid en -zuiverheid van het zaad te controleren;

5° de Dienst stelt de straffen vast voor officieel erkende keurmeesters die schuldig worden bevonden aan bewust of door nalatigheid overtreden van de regels betreffende de officiële onderzoeken. Deze straffen zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend. Ze kunnen intrekking inhouden van de in 1°, *c* bepaalde erkenning.

Bij dergelijke overtredingen wordt de certificering van het betrokken onderzochte gewas nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen ter zake voldoet.

§ 2. Bij de uitoefening van de controle der rassen en bij het onderzoek van het zaad met het oog op de goedkeuring en het onderzoek van handelszaad zoals bedoeld in artikel 1, § 1, 4°, *d*, in artikel 1, § 1, 5°, 1, *b*, in artikel 1, § 1, 5°, 2, *c*, in artikel 1, § 1, 6°, *d*, in artikel 1, § 1, 7°, *d*, in artikel 1, § 1, 8°, *d*, in artikel 1, § 1, 9°, *d*, in artikel 1, § 1, 10°, *d*, en § 1, 11°, *c*, gebeurt de bemonstering officieel of onder officieel toezicht volgens geschikte methoden. De monsterneming met het oog op controles overeenkomstig artikel 22 wordt officieel uitgevoerd. De bemonstering geschiedt uit homogene partijen volgens de gebruikelijke internationale methodes of bij gebrek, volgens de door de Minister vastgestelde methodes; het maximumgewicht van een partij en het minimumgewicht van een monster worden vermeld in bijlage III. Voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel wordt onder een homogene partij verstaan een hoeveelheid die een eenheid vormt en waarvan aangenomen wordt dat ze uniforme kenmerken bezit.

De bemonstering onder officieel toezicht moet voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° de zaadbemonstering wordt uitgevoerd door monsternemers die door de Dienst erkend zijn onder de in 2° en 3° bedoelde voorwaarden;

2° de monsternemers hebben de vereiste technische bekwaamheid, verkregen in het kader van opleidingscursussen georganiseerd onder de voorwaarden die toepasselijk zijn op officiële monsternemers van zaad en afgesloten met officiële examens;

3° monsternemers van zaad zijn :

a) zelfstandige natuurlijke personen of
b) personen die tewerkgesteld zijn door natuurlijke of rechtspersonen waarvan de activiteiten geen aanleiding geven tot de productie, teelt, verwerking of handel van zaad of

b) personen die tewerkgesteld zijn door natuurlijke of rechtspersonen waarvan de activiteiten aanleiding geven tot de productie, teelt, verwerking of handel van zaad. In dit geval mag een monsterner enkel monsters nemen op zaadpartijen geproduceerd op naam van zijn werkgever, behoudens andersluidende beschikkingen overeengekomen tussen zijn werkgever, de aanvrager van een certificering en de Dienst;

4° het werk van monsternemers is onderworpen aan een door de Dienst uitgevoerde geschikte controle. In geval van automatische monsterneming moeten gepaste procedures worden nageleefd en het voorwerp uitmaken van een officiële controle;

5° met het oog op de in 4° bedoelde controle maakt een deel van de zaadpartijen voorgesteld voor de officiële certificering het voorwerp uit van een controleproef door officiële monsternemers van zaad. Dat deel wordt uit principe zo evenredig mogelijk verdeeld onder de natuurlijke en rechtspersonen die zaad voorstellen met het oog op certificering en onder de voorgestelde soorten; het kan ook tot doel hebben sommige twijfels weg te werken. Genoemd deel bedraagt minstens 5%. Die controleproeven zijn niet van toepassing op de automatische monsterneming. De Dienst vergelijkt de officiële afgenomen zaadmonsters met die van dezelfde partij die onder officieel toezicht werden afgenomen;

6° de Dienst stelt de straffen vast voor officieel erkende monsternemers die schuldig worden bevonden aan bewust of door nalatigheid overtreden van de regels betreffende de officiële onderzoeken. Deze straffen zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend. Een straf kan intrekking inhouden van de in 1° bedoelde erkenning. In dit geval wordt de certificering van het afgenomen zaad nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen ter zake voldoet.

§ 3. De in artikel 1, § 1, 4°, *d*, in artikel 1, § 1, 5°, 1, *b*, in artikel 1, § 1, 5°, 2, *c*, in artikel 1, § 1, 6°, *d*, in artikel 1, § 1, 7°, *d*, in artikel 1, § 1, 8°, *d*, in artikel 1, § 1, 9°, *d*, in artikel 1, § 1, 10°, *d* en § 1, 11°, *c*, bedoelde officiële onderzoeken of onderzoeken onder officieel toezicht vinden plaats volgens de gebruikelijke internationale methoden of bij ontstentenis hiervan, volgens de methoden die door de Minister worden vastgesteld. De onderzoeken van zaad onder officieel toezicht voldoen aan volgende voorwaarden :

1° ze worden uitgevoerd onder de voorwaarden bedoeld in 2°, 3° en 4° door proeflaboratoria die door de Dienst daartoe erkend zijn;

2° het laboratorium belast met zaadonderzoek beschikt over een hoofdanalist die rechtstreeks verantwoordelijk is voor de technische verrichtingen en die de vereiste bekwaamheden heeft voor het technisch beheer van een dergelijk laboratorium. De zaadanalisten hebben de vereiste technische bekwaamheid, verkregen in het kader van opleidingscursussen georganiseerd onder de voorwaarden die toepasselijk zijn op officiële zaadanalisten en afgesloten met officiële examens. Het laboratorium is gevestigd in lokalen en is voorzien van uitrustingen die door de Dienst officieel beschouwd zijn als voldoende voor het zaadonderzoek, in het toepassingsgebied van de goedkeuring;

3° het laboratorium belast met de onderzoeken is een zelfstandig laboratorium of een laboratorium dat toebehoort aan een zaadbedrijf. Indien het laboratorium toebehoort aan een zaadbedrijf, mag het enkel zaadproeven uitvoeren op partijen die geproduceerd worden in naam van het zaadbedrijf waaraan het toebehoort, behoudens andersluidende bepalingen overeengekomen tussen genoemd bedrijf, de aanvrager van de certificering en de Dienst;

4° de door het laboratorium uitgevoerde onderzoeken zijn onderworpen aan een controle van de Dienst;

5° met het oog op de in 4° bedoelde controle maakt een bepaald deel van de zaadpartijen voorgesteld voor de officiële certificering het voorwerp uit van een controleonderzoek in de vorm van een officieel onderzoek van zaad. Dat deel wordt uit principe zo evenredig mogelijk verdeeld onder de natuurlijke en rechtspersonen die zaad voorstellen met het oog op certificering en onder de voorgestelde soorten; het kan ook tot doel hebben sommige twijfels weg te werken. Genoemd deel bedraagt minstens 5%.

6° de Dienst stelt de straffen vast voor een onderzoekslaboratorium dat schuldig wordt bevonden aan bewust of door nalatigheid overtreden van de regels betreffende de officiële onderzoeken. Deze straffen zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend. Een straf kan intrekking inhouden van de in 1° bedoelde erkenning. In dit geval wordt de certificering van het onderzochte zaad nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen ter zake voldoet.

Art. 21. § 1. De Minister stelt een keuringsreglement vast :

1° de procedures en bepalingen met betrekking tot de controle, bedoeld in artikel 19;

2° de voorwaarden waaraan de natuurlijke of rechtspersonen moeten voldoen om gerechtigd te zijn, om een aanvraag tot keuring in te dienen voor teelten bestemd voor de productie van zaaizaad en om de geogste producten te onderwerpen aan de controles, bedoeld in artikel 19.

§ 2. De Dienst bepaalt de praktische modaliteiten voor de in artikel 19 bedoelde controles overeenkomstig de door de Minister vastgestelde procedures.

Art. 22. § 1. Door officiële steekproeven, wordt nagegaan of het in de handel gebrachte zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen beantwoordt aan de in dit besluit vervatte voorwaarden.

§ 2. Onverminderd het vrije verkeer van zaad binnen de Europese Unie wordt de Dienst bij het in de handel brengen van uit derde landen ingevoerde hoeveelheden zaad van meer dan 2 kg in kennis gesteld van de volgende gegevens :

- 1° soort;
- 2° ras :
- c) categorie,
- 4° land van productie en officiële controledienst;
- 5° land van verzending;
- 6° importeur;
- 7° hoeveelheid zaaizaad.

Art. 23. § 1. Om rekening te houden met de ontwikkelingen op de volgende gebieden, en volgens de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie, kan de Minister specifieke voorwaarden vaststellen :

1° waaronder chemisch behandeld zaad in de handel mag worden gebracht;

2° waaronder zaad in de handel mag worden gebracht in verband met de instandhouding in situ en het duurzame gebruik van plantaardige genetische hulpbronnen, met inbegrip van zaadmengsels van soorten waarvan ook soorten zijn opgenomen in artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogus voor landbouwgewassen en die worden geassocieerd met specifieke natuurlijke en semi-natuurlijke habitats en die bedreigd worden door genetische erosie;

3° waaronder voor de biologische teelt geschikt zaad in de handel mag worden gebracht.

§ 2. De in § 1 bedoelde specifieke voorwaarden omvatten met name de volgende punten :

1° in het onder § 1, 2°, bedoelde geval is het zaad van deze soorten van een bekende herkomst die is erkend door de Minister;

2° in het onder § 1, 2°, bedoelde geval passende kwantitatieve beperkingen.

Art. 24. De facturen, contracten, catalogi, omzendbrieven, offerten voor verkoop en andere gelijkaardige documenten moeten de aanduidingen dragen welke, naargelang het geval, zijn voorgeschreven in bijlage IV, A, a), 5, 6, 7 en 10 of c), 2, 6, 7 en 9.

Art. 25. De bereiders, invoerders en verkopers moeten de aankoopfactuur, een afschrift van de verkoopfactuur en de vervoersdocumenten, gedurende drie jaar vanaf 1 januari van het jaar dat op hun datum volgt, bewaren teneinde ze zonder verplaatsing aan de ambtenaren belast met het toezicht over de toepassing van dit besluit op hun verzoek voor te leggen.

Art. 26. De inbreuken op de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft in overeenstemming met hetgeen is bepaald in de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt. De bepalingen van het koninklijk besluit van 7 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 10 van genoemde wet, zijn ook van toepassing. Voor de toepassing van dit besluit is de aangewezen bevoegde ambtenaar de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest en, bij verhindering, zijn plaatsvervanger.

Art. 27. De termijn waarvoor de bij artikel 6 van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt bedoelde overheidspersonen, op grond van artikel 13 van die wet, de bij dit besluit geregementeerde producten bij administratieve maatregel voorlopig in beslag mogen nemen, is vastgesteld op drie maanden.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 28. Het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 2004 betreffende het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen wordt opgeheven.

Art. 29. Het ministerieel besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van een keurings- en certificeringsreglement van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen, blijft van toepassing totdat het uitdrukkelijk wordt vervangen.

Art. 30. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 31. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE I

VOORWAARDEN WAARAAN HET GEWAS MOET VOLDOEN

1. Op het perceel mag geen voorvrucht zijn verbouwd die onverenigbaar is met de productie van zaai­zaad van de soort en het ras van het gewas in kwestie. Het perceel moet ook voldoende vrij zijn van opslag van de voorvrucht.

In het geval van hybriden van koolzaad, moet het gewas geteeld worden op percelen waar sedert vijf geen planten van Cruciferae meer zijn geteeld.

2. Het gewas moet voldoen aan de onderstaande normen betreffende de afstand tot dicht in de buurt gelegen bestuivingsbronnen die tot ongewenste kruisbestuiving kunnen leiden.

Gewassen	Gewas minimumafstand (in m)
1	2
Andere Brassica-soorten dan <i>Brassica napus</i> ; andere <i>Cannabis sativa</i> dan eenhuizige hennep; <i>Carthamus Tinctorius</i> ; <i>Carum carvi</i> ; andere <i>Gossypium</i> -soorten dan hybriden van <i>Gossypium hirsutum</i> en/of <i>Gossypium barbadense</i> ; <i>Sinapis alba</i> - voor de productie van basiszaad - voor de productie van gecertificeerd zaad	400 200
<i>Brassica napus</i> : - voor de productie van basiszaad van andere rassen dan hybriden - voor de productie van basiszaad van hybriden - voor de productie van gecertificeerd zaad van andere rassen dan hybriden - voor de productie van gecertificeerd zaad van hybriden	200 500 100 300
<i>Cannabis sativa</i> , eenhuizige hennep : - voor de productie van basiszaad - voor de productie van gecertificeerd zaad	5000 1000
<i>Helianthus annuus</i> : - voor de productie van basiszaad van hybriden - voor de productie van basiszaad van andere rassen dan hybriden - voor de productie van gecertificeerd zaad	1500 750 500
<i>Gossypium hirsutum</i> en/of <i>Gossypium barbadense</i> : - voor de productie van basiszaad van ouderlijnen van <i>Gossypium hirsutum</i> - voor de productie van basiszaad van ouderlijnen van <i>Gossypium barbadense</i> - voor de productie van gecertificeerd zaad van intraspecifieke hybriden van <i>Gossypium hirsutum</i> - voor de productie van gecertificeerd zaad van intraspecifieke hybriden van <i>Gossypium barbadense</i> - voor de productie van gecertificeerd zaad van intraspecifieke hybriden van <i>Gossypium hirsutum</i> en <i>Gossypium barbadense</i>	600 800 200 600 600

Deze afstanden hoeven niet in acht te worden genomen als er voldoende bescherming tegen ongewenste kruisbestuiving aanwezig is.

3. 3. Het gewas moet voldoende rasecht en raszuiver zijn; een gewas van een ingeteelde stam moet voldoende echt en zuiver zijn met betrekking tot zijn eigenschappen.

Bij de productie van zaad van hybriderassen zijn de bovenstaande bepalingen ook van toepassing op de eigenschappen van de kruisingspartners, inclusief mannelijke steriliteit of herstel van de fertiliteit.

In het bijzonder moeten gewassen van *Brassica juncea*, *Brassica nigra*, *Cannabis sativa*, *Carthamus tinctorius*, *Carum carvi*, *Gossypium* spp. en hybriden van *Helianthus annuus* en *Brassica napus* aan de volgende normen of eisen voldoen :

A. *Brassica juncea*, *Brassica nigra*, *Cannabis sativa*, *Carthamus tinctorius*, *Carum carvi* en *Gossypium* spp., andere dan hybriden :

het aantal planten van deze soorten dat duidelijk niet tot het betrokken ras behoort, mag niet meer bedragen dan :

1 per 30 m² voor de productie van basiszaad;

1 per 10 m² voor de productie van gecertificeerd zaad.

B. Hybriden van *Helianthus annuus* :

a) het percentage aan planten dat duidelijk niet tot de ingeteelde stam of de kruisingspartner behoort, mag niet meer bedragen dan :

aa) voor de productie van basiszaad :

i) ingeteelde stammen : 0,2 %

ii) enkele hybriden :

— mannelijke kruisingspartner, planten die stuifmeel hebben afgegeven wanneer : 2 % of meer van de vrouwelijke planten bevrucht kan worden : 0,2 %

— vrouwelijke kruisingspartner : 0,5 %

bb) voor de productie van gecertificeerd zaad :

— mannelijke kruisingspartner, planten die stuifmeel hebben afgegeven wanneer 5 % of meer van de vrouwelijke planten bevrucht kan worden : 0,5 %

— vrouwelijke kruisingspartner : 1,0 %;

b) voor de productie van zaad van hybriderassen moet bovendien aan de volgende normen of eisen worden voldaan :

aa) de planten van de mannelijke kruisingspartner moeten voldoende stuifmeel afgeven wanneer de planten van de vrouwelijke kruisingspartner in bloei staan;

bb) wanneer de planten van de vrouwelijke kruisingspartner bevrucht kunnen worden, mag het percentage aan planten van de vrouwelijke kruisingspartner die stuifmeel hebben afgegeven of afgeven niet meer bedragen dan 0,5 %;

cc) voor de productie van basiszaad mag het totale percentage aan planten van de vrouwelijke kruisingspartner die duidelijk niet tot de kruisingspartner behoren en die stuifmeel hebben afgegeven of afgeven, niet meer bedragen dan 0,5 %;

dd) wanneer niet aan de in bijlage II, onder I, punt 2, vastgestelde voorwaarden kan worden voldaan, moet aan de volgende voorwaarde voldaan worden : voor de productie van gecertificeerd zaad moet een mannelijk-steriele kruisingspartner worden gebruikt in combinatie met een mannelijke kruisingspartner die een of meer specifieke lijnen voor herstel van de fertiliteit bevat, zodat niet minder dan een derde van de planten die worden gekweekt uit de verkregen hybride, stuifmeel produceren dat in alle opzichten normaal lijkt.

C. Hybriden van *Brassica napus*, geproduceerd met gebruikmaking van mannelijke steriliteit :

a) het percentage aan planten dat duidelijk niet tot de ingeteelde stam of de kruisingspartner behoort, mag niet meer bedragen dan :

aa) voor de productie van basiszaad :

i) ingeteelde stammen 0,1 %

ii) enkelvoudige hybriden

— mannelijke kruisingspartner 0,1 %

— vrouwelijke kruisingspartner 0,2 %

bb) voor de productie van gecertificeerd zaad :

— mannelijke kruisingspartner 0,3 %

— vrouwelijke kruisingspartner 1,0 %

b) Voor de productie van basiszaad moet de mannelijke steriliteit ten minste 99 % bedragen en voor de productie van gecertificeerd zaad ten minste 98 %. De mate van mannelijke steriliteit moet worden bepaald door bloemen te onderzoeken op de afwezigheid van vruchtbare helmknoppen

D. Hybriden van *Gossypium hirsutum* en van *Gossypium barbadense* :

a) In gewassen voor de productie van basiszaad van ouderlijnen van *Gossypium hirsutum* en *Gossypium barbadense*, moet de minimale raszuiverheid van zowel de vrouwelijke als de mannelijke ouderlijn 99,8 % bedragen wanneer 5 % of meer van de zaaddragende planten kan worden bevrucht. De mate van mannelijke steriliteit van de zaaddragende ouderlijn moet worden bepaald door de bloemen te onderzoeken op de aanwezigheid van steriele helmknoppen, en mag niet minder bedragen dan 99,9 %.

b) In gewassen voor de productie van gecertificeerd zaad van hybriderassen van *Gossypium hirsutum* en/of *Gossypium barbadense*, moet de minimale raszuiverheid van zowel de zaaddragende ouderlijn als de stuifmeelouderlijn 99,5 % bedragen wanneer 5 % of meer van de zaaddragende planten kan worden bevrucht. De mate van mannelijke steriliteit van de zaaddragende ouderlijn moet worden bepaald door de bloemen te onderzoeken op de aanwezigheid van steriele helmknoppen, en mag niet minder bedragen dan 99,7 %.

4. De aanwezigheid van schadelijke organismen, die de gebruikswaarden van het zaaizaad verminderen, moet zoveel mogelijk beperkt zijn.

Voor *Glycine max* geldt deze voorwaarde in het bijzonder voor de organismen *Pseudomonas syringae* pv *glycinea*, *Diaporthe phaseolorum* var. *caulivora* en var. *sojae*, *Phialophora gregata* en *Phytophthora megasperma* f.sp. *glycinea*.

5. Of aan de bovengenoemde normen of eisen is voldaan, wordt voor basiszaad en voor gecertificeerd zaad vastgesteld door middel van officiële veldkeuringen of onder officieel toezicht uitgevoerde veldkeuringen. Bij deze veldkeuringen moeten de volgende punten in acht worden genomen :

A. De stand en het ontwikkelingsstadium van het gewas moeten een afdoend onderzoek mogelijk maken.

B. Voor andere gewassen dan hybriden van *Helianthus annuus*, *Brassica napus*, *Gossypium hirsutum* en *Gossypium barbadense* moet ten minste een veldkeuring worden verricht.

Voor hybriden van *Helianthus annuus* moeten ten minste twee veldkeuringen worden verricht.

Voor hybriden van *Brassica napus* moeten ten minste drie veldkeuringen worden verricht : de eerste moet voor de bloei plaatsvinden, de tweede tijdens de vroege bloei en de derde aan het einde van de bloei.

Voor hybriden van *Gossypium hirsutum* en/of *Gossypium barbadense* moeten ten minste drie veldkeuringen worden verricht : de eerste moet tijdens de vroege bloei plaatsvinden, de tweede voor het einde van de bloei en de derde aan het einde van de bloei nadat, indien nodig, de stuifmeelouderplanten zijn verwijderd.

C. De grootte, het aantal en de verdeling van de perceelstukken, waarvoor moet worden nagegaan of aan de bepalingen van deze bijlage wordt voldaan, moeten volgens daarvoor passende methoden worden vastgesteld.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

BIJLAGE II

VOORWAARDEN WAARAAN HET ZAAIZAAD MOET VOLDOEN

I. BASISZAAD EN GECERTIFICEERD ZAAD

1. Het zaad moet voldoende rasecht en raszuiver zijn. In het bijzonder moet zaad van de onderstaande soorten voldoen aan de volgende normen of eisen :

Soort en categorie	Minimale raszuiverheid (%)
1	2
<i>Arachis hypogaea</i> :	
- basiszaad	99,7
- gecertificeerd zaad	99,5
<i>Brassica napus</i> andere dan hybriden, met uitzondering van de rassen uitsluitend bestemd voor voederdoeleinden; <i>Brassica rapa</i> , met uitzondering van de rassen uitsluitend bestemd voor voederdoeleinden :	
- basiszaad	99,9
- gecertificeerd zaad	99,7
<i>Brassica napus</i> andere dan hybriden, rassen uitsluitend bestemd voor voederdoeleinden; <i>Brassica rapa</i> , rassen uitsluitend bestemd voor voederdoeleinden; <i>Helianthus annuus</i> andere dan de hybriderassen, met inbegrip van de samenstelling hiervan; <i>Sinapis alba</i> :	
- basiszaad	99,7
- gecertificeerd zaad	99,0
<i>Linum usitatissimum</i> :	
- basiszaad	99,7
- gecertificeerd zaad, eerste vermeerdering	98,0
- gecertificeerd zaad, tweede en derde vermeerdering	97,5
<i>Papaver somniferum</i> :	
- basiszaad	99,0
- gecertificeerd zaad	98,0
<i>Glycine max</i> :	
- basiszaad	99,5
- gecertificeerd zaad	99,0

Of aan de minimumeisen inzake zuiverheid is voldaan, wordt hoofdzakelijk nagegaan door middel van de in bijlage I omschreven officiële veldkeuringen of onder officieel toezicht uitgevoerde keuringen.

Voor hybriden van *Brassica napus* die geteeld zijn met gebruikmaking van mannelijke steriliteit, moet het zaad aan de in punt a) tot d) vastgestelde normen en voorwaarden voldoen.

a) het zaaizaad moet voldoende rasecht en raszuiver zijn wat betreft de kenmerken van de kruisingspartners, met inbegrip van de mannelijke steriliteit of herstel van de fertiliteit;

b) de minimale raszuiverheid van het zaaizaad moet als volgt zijn :

basiszaad, vrouwelijke kruisingspartner 99,0 %;

basiszaad, mannelijke kruisingspartner 99,9 %;

gecertificeerd zaad 90,0 %.

c) zaaizaad wordt alleen gecertificeerd als gecertificeerd zaaizaad indien het basiszaad waaruit het voortkomt officieel of onder officiële controle in nacontrole deeltjes wordt getest en dat de uitslagen van deze tests zijn bekend. Deze tests worden uitgevoerd op officiële of onder officiële controle geselecteerde monsters van basiszaad en worden verricht tijdens het groeiseizoen van het zaaizaad waarvoor certificering als gecertificeerd zaaizaad is aangevraagd. Deze nacontrole van het basiszaad moet nagaan of het basiszaad voldoet aan de eisen ten aanzien van de identiteit, wat betreft de kenmerken van de kruisingspartners, met inbegrip van mannelijke steriliteit, en aan de normen bepaald ten aanzien van de minimale raszuiverheid als bedoeld onder b). In het geval van basiszaad van hybriden kan de raszuiverheid worden beoordeeld met geschikte biochemische methoden.

d) het naleven van de normen ten aanzien van de raszuiverheid als bedoeld onder b) wordt nagegaan in deeltjes van nacontrole tijdens officiële of onder officiële controles uitgevoerde tests met gebruikmaking van een adequaat gedeelte van de officieel genomen zaadmonsters. Geschikte biochemische methoden mogen worden gebruikt.

2. Als niet aan de in bijlage 1, onder punt 3. B, dd), vastgestelde voorwaarden kan worden voldaan, moet aan de volgende voorwaarde worden voldaan : als voor de productie van gecertificeerd zaad van zonnebloemhybriden gebruik is gemaakt van een vrouwelijke mannelijk-steriele kruisingspartner en een mannelijke kruisingspartner die de mannelijke fertiliteit niet herstelt, moet het door de mannelijk-steriele kruisingspartner geproduceerde zaad worden gemengd met het door de volledig vruchtbare kruisingspartner geproduceerde zaad. De verhouding tussen het zaad van de mannelijk-steriele kruisingspartner en dat van de mannelijk-vruchtbare kruisingspartner mag niet groter zijn dan 2 : 1

3. Het zaaizaad moet ten aanzien van kiemkracht, mechanische zuiverheid en gehalte aan zaden van andere plantensoorten aan de volgende normen of eisen voldoen, inclusief *Orobanche*-soorten :

A. Tabel :

Soort en categorie	Minimum kiemkracht (% van de zuivere zaden)	Mechanische zuiverheid		Maximumgehalte aan zaden van andere plantensoorten in een monster waarvan het gewicht is aangegeven in bijlage III, kolom 4 (totaal per kolom)							Eisen ten aanzien van het gehalte aan zaden van Orobranche
		Minimale mechanische zuiverheid (% van het gewicht)	Maximum bestanddeel van andere soorten totaal (% van het gewicht)	Avena fatua, Avena ludoviciana, Avena sterilis	Cuscuta spp.	Raphanus raphanistrum	Andere Rumex spp. dan Rumex acetosella	Alopecurus myosuroides	Lolium remotum		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
<i>Arachis hypogaea</i> :	70	99	-	5	0	0 (c)					
<i>Brassica</i> spp. :											
- basiszaad	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	2			
- gecertificeerd zaad	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	5			
<i>Cannabis sativa</i> .	75	98	-	30 (b)	0	0 (c)					(e)
<i>Carthamus tinctorius</i>	75	98	-	5	0	0 (c)					(e)
<i>Carum carvi</i> .	70	97	-	25 (b)	0	0 (c) (d)	10		3		
<i>Gossypium</i> spp.	80	98	-	15	0	0 (c)					
<i>Helianthus annuus</i>	85	98	-	5	0	0 (c)					
<i>Linum usitatissimum</i> :											
- vezelvlas	92	99	-	15	0	0 (c) (d)			4	2	
- oliehoudend vlas	85	99	-	15	0	0 (c) (d)			4	2	
<i>Papaver somniferum</i>	80	98	-	25 (b)	0	0 (c) (d)					
<i>Sinapis alba</i> :											
- basiszaad	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	2			
- gecertificeerd zaad	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	5			
Glycine max	80	98	-	5	0	0 (c)					

(a) (b) (c) (d) (e) : zie paragraaf B hierna

B. Normen of andere voorwaarden waaraan moet worden voldaan wanneer daarnaar wordt verwezen in de onder punt I.3.A van deze bijlage opgenomen tabel :

a) Het in kolom 5 vastgestelde maximumgehalte aan zaden heeft ook betrekking op de zaden van de in de kolommen 6 tot en met 11 genoemde soorten.

b) het aantal zaden van andere plantensoorten wordt alleen bepaald als er twijfel over bestaat of aan de in kolom 5 vastgestelde eisen is voldaan.

c) het aantal zaden van *Cuscuta*-soorten wordt alleen bepaald als er twijfel over bestaat of aan de in kolom 7 vastgestelde eisen is voldaan;d) De aanwezigheid van één zaadkorrel van *Cuscuta*-soorten in een monster van het voorgeschreven gewicht geldt niet als onzuiverheid wanneer een tweede monster van hetzelfde gewicht vrij is van zaden van *Cuscuta*-soorten.e) het zaad moet volledig vrij zijn van *Orobanchie*-soorten; een zaadkorrel van *Orobanchie*-soorten in een monster van 100 gram geldt evenwel niet als onzuiverheid als een tweede monster van 200 gram volledig vrij is van *Orobanchie*-soorten.

4. De aanwezigheid van schadelijke organismen, die de gebruikswaarden van het zaaizaad verminderen, moet zoveel mogelijk beperkt zijn. Het zaad moet – in het bijzonder – voldoen aan de volgende normen of andere eisen :

Soort	Schadelijke organismen			
	Maximale aantal door schadelijke organismen aangetaste zaden (totaal per kolom)			<i>Sclerotinia sclerotum</i> (Maximaal aantal sclerotiën in een monster van de in bijlage III, kolom 4, aangegeven grootte)
	Botrytis spp.	<i>Alternaria</i> spp., <i>Ascochyta linicola</i> (syn. <i>Phoma linicola</i>), <i>Colletotrichum lini</i> , <i>Fusarium</i> spp.	<i>Platyedra gossypiella</i>	
1	2	3	4	5
<i>Brassica napus</i>				10 (b)
<i>Brassica rapa</i>				5 (b)
<i>Cannabis sativa</i> .	5			
<i>Gossypium</i> spp.			1	
<i>Helianthus annuus</i>	5			10 (b)
<i>Linum usitatissimum</i> :	5	5 (a)		
<i>Sinapis alba</i>				5 (b)

(a) (b) : zie paragraaf B hierna

B. Normen of andere voorwaarden waaraan moet worden voldaan wanneer daarnaar wordt verwezen in de onder punt 1.4.A van deze bijlage opgenomen tabel :

a) Voor vlas mag het percentage aan zaden die door *Ascochyta linicola* (Syn. *Phoma linicola*) zijn aangetast in totaal niet meer bedragen dan 1.

b) het aantal sclerotiën of delen van sclerotiën van *Sclerotinia sclerotiorum* wordt alleen bepaald als er twijfel over bestaat of aan de in kolom 5 van de tabel vastgestelde eisen is voldaan.

C. Bijzondere normen of andere voorwaarden die van toepassing zijn op *Glycine max* :

a) Van de vijf deelmonsters waarin een monster van minimaal 5 000 zaden per partij is onderverdeeld, mogen er hoogstens vier besmet zijn met *Pseudomonas syringae* pv. *gglycinea*

Wanneer in alle vijf deelmonsters verdachte kolonies worden geïdentificeerd, mogen, ter bevestiging, op de verdachte kolonies die van elk deelmonster op een daartoe geschikt medium zijn geïsoleerd, passende biochemische tests worden verricht.

het aantal met *Diaporthe phaseolorum* besmette zaden mag niet hoger zijn dan 15 %.

Het percentage aan stof zoals gedefinieerd met gangbare internationale testmethoden, mag ten hoogste 0,3 gewichtspercent bedragen.

II. HANDELSZAAD

Voor handelszaad gelden de sub I van deze bijlage genoemde eisen met uitzondering van punt 1.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

BIJLAGE III

GEWICHT VAN EEN PARTIJ ZAAIZAAD EN VAN EEN MONSTER

Soort	Maximumgewicht van een partij (t)	Minimumgewicht van een partij dat van een monster wordt genomen (g)	Gewicht van het monster voor de bepaling van het in bijlage II, sub I punt 3) onder A, kolom 5 tot en met 11, en in bijlage II, sub I punt 4) onder A, kolom 5 bedoelde aantal (g)
1	2	3	4
<i>Arachis hypogaea</i>	25	1000	1000
<i>Brassica rapa</i>	10	200	200
<i>Brassica juncea</i>	10	100	100
<i>Brassica napus</i>	10	200	200
<i>Brassica nigra</i>	10	100	100
<i>Cannabis sativa</i> .	10	600	600
<i>Carthamus tinctorius</i>	25	900	900

Soort	Maximumgewicht van een partij (t)	Minimumgewicht van een partij dat van een monster wordt genomen (g)	Gewicht van het monster voor de bepaling van het in bijlage II, sub I punt 3) onder A, kolom 5 tot en met 11, en in bijlage II, sub I punt 4) onder A, kolom 5 bedoelde aantal (g)
1	2	3	4
<i>Carum carvi</i>	10	200	200
<i>Gossypium spp.</i>	25	1000	1000
<i>Helianthus annuus</i>	25	1000	1000
<i>Linum usitatissimum</i>	10	300	300
<i>Papaver somniferum</i>	10	50	50
<i>Sinapis alba</i>	10	400	400
<i>Glycine max</i>	25	1000	1000

Het maximumgewicht van een partij mag ten hoogste met 5 % worden overschreden.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE IV
ETIKETTEN

A. Te vermelden gegevens :

a) Voor basiszaad en gecertificeerd zaad :

1. « EG-regels en normen ».

2. Keuringsdienst en lidstaat of desbetreffend kenteken.

3. Maand en jaar van de sluiting, op de volgende wijze aangegeven : « gesloten in... (maand en jaar) » of maand en jaar van de laatste officiële monsterneming ten behoeve van de certificering, op de volgende wijze aangegeven : « monster genomen in (maand en jaar) »;

4. partijnummer.

5. Soort, tenminste aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, in Latijns schrift;

6. Ras tenminste vermeld in Latijns schrift.

7. Categorie.

8. Producerend land.

9. Opgegeven netto- of brutogewicht.

10. Als het gewicht vermeld wordt en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhullingen of andere toevoegingsmiddelen in vaste staat worden gebruikt, de vermelding van de aard van het toevoegingsmiddel, alsmede de verhouding, bij benadering, tussen het gewicht van de zuivere zaden en het totaalgewicht.

11. Bij rassen die hybriden of ingeteelde stammen zijn :

— voor basiszaad waarvan de hybride of de ingeteelde stam waartoe het zaad behoort, officieel aanvaard is overeenkomstig het bepaalde in Richtlijn 70/457/EG :

de naam van deze kruisingspartner, waaronder het officieel is aanvaard, met of zonder verwijzing naar het uiteindelijke ras, waaraan, in geval van hybriden of ingeteelde stammen die uitsluitend bestemd zijn voor gebruik als kruisingspartner voor de uiteindelijke rassen, het woord « kruisingspartner » wordt toegevoegd;

— voor basiszaad in andere gevallen :

de naam van de kruisingspartner waartoe het basiszaad behoort, die in code mag worden gegeven, met daarbij een verwijzing naar het uiteindelijke ras, met of zonder vermelding van de functie (mannelijk of vrouwelijk), waaraan het woord « kruisingspartner » wordt toegevoegd;

— voor gecertificeerd zaad :

de naam van het ras waartoe het zaad behoort, met daarbij het woord « hybride ».

12. Waar tenminste voor de kiemkracht nacontrole werd verricht, mogen de woorden « nacontrole verricht... (maand en jaar) », en de voor deze nacontrole verantwoordelijke dienst worden vermeld. Deze gegevens mogen voorkomen op een officieel merkteken dat wordt geplakt op het officiële etiket.

b) Voor gecertificeerd zaad van een mengras :

De onder a) vereiste informatie, behalve dat in plaats van de naam van het ras de naam van het mengras moet worden vermeld (het woord « mengras » en de naam daarvan), alsmede, per ras, het gewichtspercentage van de verschillende kruisingspartners; indien het gewichtspercentage schriftelijk aan de koper is meegedeeld, op diens verzoek, en officieel is vastgelegd, hoeft slechts de naam van het mengras te worden vermeld.

- c) Voor handelszaad :
1. « EG-regels en normen ».
 2. « Handelszaad (niet naar het ras goedgekeurd) ».
 3. Keuringsdienst en lidstaat of desbetreffend kenteken.
 4. Maand en jaar van de sluiting, op de volgende wijze aangegeven « gesloten in.... » (maand en jaar).
 5. Partijnummer.
 6. Soort, tenminste aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, in Latijns schrift.
 7. Teeltgebied.
 8. Opgegeven netto- of brutogewicht.
 9. Als het gewicht vermeld wordt en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhullingen of andere toevoegingsmiddelen in vaste staat worden gebruikt, de vermelding van de aard van het toevoegingsmiddel, alsmede de verhouding, bij benadering, tussen het gewicht van de zuivere zaden en het totaalgewicht.
 10. Waar tenminste voor de kiemkracht nacontrole werd verricht, mogen de woorden « nacontrole verricht... (maand en jaar) », en de voor deze nacontrole verantwoordelijke dienst worden vermeld. Deze gegevens mogen voorkomen op een officieel merkteken dat wordt geplakt op het officiële etiket.

B. Minimumafmetingen :

110 mm x 67 mm.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE V

ETIKET EN DOCUMENT VOOR NIET DEFINITIEF GOEDGEKEURD ZAAD DAT IS GEOOGST IN EEN ANDERE LIDSTAAT.

- A. Op het etiket te vermelden gegevens
- Voor de veldkeuring verantwoordelijke instantie en lidstaat of hun kenteken.
 - Soort, tenminste aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, in Latijns schrift.
 - Ras, ten minste vermeld in Latijns schrift; voor rassen (ingeteelde stammen, hybriden) die uitsluitend bestemd zijn voor gebruik als kruisingspartner voor hybriderassen, wordt het woord « kruisingspartner » toegevoegd.
 - Categorie.
 - Bij hybride rassen, de vermelding « hybride ».
 - Referentienummer van het veld of van de partij;
 - Opgegeven netto- of brutogewicht.
 - De vermelding « Niet definitief goedgekeurd zaad ».
- B. Kleur van het etiket :
- Grijs.
- C. Op het document te vermelden gegevens :
- Instantie die het document afgeeft.
 - Soort, tenminste aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, in Latijns schrift.
 - Ras tenminste vermeld in Latijns schrift.
 - Categorie.
 - Referentienummer van het gebruikte zaad en naam van het land of de landen dat/die dit zaad heeft/hebben goedgekeurd;
 - Referentienummer van het veld of van de partij.
 - Oppervlakte die is beteeld voor de productie van de bij het document behorende partij.
 - Geoogste hoeveelheid zaad en aantal verpakkingen.
 - Voor gecertificeerd zaad, het aantal generaties na het basiszaad.
 - Verklaring dat bij de teelt waarvan het zaad afkomstig is aan de vastgestelde voorwaarden is voldaan.
 - In voorkomend geval, de uitkomsten van een voorlopige analyse van het zaad.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN